



Rapport Financier Semestriel  
30 juin 2020

## SOMMAIRE

<b>I. Attestation du responsable.....</b>	<b>3</b>
<b>II. Rapport semestriel d'activité.....</b>	<b>4</b>
1. Événements importants survenus au premier semestre 2020	
2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2020	
3. Autres informations	
Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés	
<b>III. Comptes consolidés semestriels au 30 juin 2020.....</b>	<b>18</b>
- Comptes de résultat consolidés aux 30 juin 2020, 30 juin 2019 et 31 décembre 2019	
- Situations financières consolidées aux 30 juin 2020 et 31 décembre 2019	
- Etats du résultat global aux 30 juin 2020, 30 juin 2019 et 31 décembre 2019	
- Variations des capitaux propres aux 30 juin 2020, 31 décembre 2019 et 30 juin 2019	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2020, 31 décembre 2019 et 30 juin 2019	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Événements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	

**StreamWIDE**  
**Société Anonyme au capital de 291.749,90 Euros**  
**Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS**

**434 188 660 RCS PARIS**

(La "Société")

### **ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés du premier semestre 2020 figurant au chapitre III du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe STREAMWIDE, et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre II du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour le premier semestre 2020.

Fait à Paris, le 30 octobre 2020

Pascal BEGLIN  
Président Directeur Général

**StreamWIDE**  
**Société anonyme au capital de 291.749,90 Euros**  
**Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS**

**434 188 660 RCS PARIS**

**RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE**  
**30 JUIN 2020**

Lors de sa réunion en date du 17 septembre 2020, le conseil d'administration a examiné les comptes consolidés intermédiaires du Groupe STREAMWIDE ("le Groupe"), pour la période de 6 mois close le 30 juin 2020. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en France, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

## **1. Evénements importants survenus au premier semestre 2020, progrès réalisés ou difficultés rencontrées, activités au sein du Groupe au premier semestre 2020**

### **1.1 Evénements importants survenus au premier semestre 2020**

#### *o Gestion de la crise sanitaire COVID 19*

Le Groupe a déployé un plan global de continuité d'activité dès les premières annonces gouvernementales, dont voici les principaux éléments :

- le télétravail a été mis en place dans toutes les sociétés du Groupe, françaises et étrangères (Europe, Afrique, Etats-Unis et Asie), et aucun recours aux mesures de chômage partiel n'a donc été nécessaire ;
- Les mesures d'aides économiques locales ont été utilisées par le Groupe pour assurer et optimiser les flux financiers court terme (remboursement anticipé du Crédit d'Impôt Recherche 2019 obtenu à hauteur de 0,9 M€, paiement décalé des charges sociales mensuelles, obtention d'un prêt fédéral aux Etats-Unis pour 0,1 M€) ;
- Coordination globale et locale de l'activité afin d'assurer tous les services du Groupe et de respecter tous ses engagements envers ses clients et partenaires.

Toutes les équipes ont démontré leurs compétences dans cet environnement complexe et incertain, ce qui, associé à la résilience du portefeuille client, a permis d'assurer tous les engagements, internes et externes, du Groupe. L'activité du Groupe ne semble donc pas impactée, à court terme, par la crise sanitaire mondiale actuelle.

#### *o Augmentation des revenus semestriels 2020*

Les revenus semestriels sont de 6,6 M€, en croissance significative de 28%.

Cette croissance soutenue au premier semestre 2020 (+1,4 M€), portée essentiellement par les nouvelles plateformes de communications critiques **team on mission** et **team on the run**, s'inscrit dans le prolongement de la dynamique de progression des revenus (+51%) entamée et enregistrée en 2019.

#### *o Augmentation des résultats semestriels 2020*

Le Résultat Opérationnel Courant avant amortissements (EBITDA) est de 3,6 M€ au 30 juin 2020 et progresse de +1,1 M€ par rapport au 30 juin 2019 (+45% par rapport au 30 juin 2019).

Le Résultat Opérationnel Courant (EBIT) augmente quant à lui de +0,8 M€ et ressort positif à 1,8 M€ au 30 juin 2020 (+85% par rapport au 30 juin 2019).

Le Résultat Net est de 1,7 M€, en progression de +0,8 M€ par rapport au 30 juin 2019 (+80%).

Les résultats opérationnels courants et nets semestriels 2020 sont d'ores et déjà supérieurs aux résultats annuels 2019.

- o *Lancement de l'offre API et SDK*

L'offre API & SDK (Application Programming Interface & Software Development Kit) a pour objectif de permettre aux partenaires, distributeurs et intégrateurs de facilement personnaliser les solutions STREAMWIDE et d'ajouter ainsi de la valeur à leurs propres solutions, afin de se différencier de la concurrence et d'accélérer la progression de leurs revenus.

Avec son API Service et son SDK, STREAMWIDE permet aussi à ses clients l'intégration des systèmes tiers pour répondre à leurs besoins métier afin d'apporter, en toute autonomie, les solutions adéquates au bon fonctionnement de leurs organisations.

- o *Passage en cotation continue*

L'action STREAMWIDE est passée en cotation continue sur le marché Growth Euronext depuis le 15 juin 2020. Ce changement de mode de cotation a pour objectif d'offrir une meilleure liquidité aux actionnaires de STREAMWIDE et d'accroître l'attractivité du titre.

- o *Obtention d'un Prêt Garanti par l'Etat*

Fin juin 2020, le Groupe a obtenu de son partenaire bancaire HSBC un Prêt Garanti par L'Etat (PGE) à hauteur de 2,5 M€. Ce prêt n'est pas comptabilisé au 30 juin 2020 car le décaissement effectif a eu lieu en juillet 2020.

## **1.2 Progrès réalisés ou difficultés rencontrées au sein du Groupe au premier semestre 2020**

### *Nouvelles solutions et diversification*

Le second semestre de l'exercice devrait lui aussi s'inscrire dans une dynamique de croissance, au moins équivalente à celle enregistrée au premier semestre. Le Groupe devrait ainsi confirmer une croissance importante et continue de ses revenus et de ses résultats au titre de l'exercice 2020.

De nombreux nouveaux projets ont d'ores et déjà été remportés par le Groupe et seront enregistrés au second semestre de l'exercice. Ces projets privés (OIV – Opérateur d'Importance Vitale) viennent compléter le déploiement continu de la solution **team on mission** auprès de plusieurs acteurs publics gouvernementaux français.

Plusieurs autres projets significatifs et structurants sont en cours actuellement et couvrent l'ensemble des secteurs commerciaux du Groupe, de l'activité "legacy" aux solutions "plateformes", **team on mission** et **team on the run**. Si l'impact de ces différents projets pourrait déjà se concrétiser d'ici fin 2020, ils devraient surtout permettre au Groupe d'appréhender et de structurer la croissance 2021.

### *Activité historique*

Si le secteur des opérateurs telecom reste difficile et relativement attentiste, le Groupe reste cependant opportuniste et de nouveaux projets ont ainsi pu être finalisés en 2020. Cette tendance devrait se poursuivre dans les prochains mois car le Groupe reste un des acteurs majeurs dans les solutions à valeur ajoutée auprès des opérateurs.

Le secteur des solutions pour opérateurs de télécommunication reste un marché de niche où des opportunités commerciales ponctuelles, mais significatives, de renouvellement de services peuvent apparaître.

### 1.3 Evolution de l'activité du Groupe au premier semestre 2020

#### *Evolution du chiffre d'affaires*

Les revenus de l'activité "plateformes", multipliés par 4,7 en 2019, progressent au premier semestre 2020 de 51% (+1,4 M€) et représentent maintenant plus de 60% des revenus semestriels du Groupe.

La croissance des revenus issus des plateformes **team on mission** et **team on the run** s'explique principalement par les effets continus du partenariat avec la division Secure Land Communications (SLC) d'Airbus Defence and Space, la poursuite du déploiement du projet PCSTORM, mais également par de nouveaux marchés ministériels français (Mobilité Sécurisée Interministérielle), gagnés et déployés au cours du premier semestre 2020.

Concernant les revenus de l'activité "plateformes", les revenus résultant des licences (1,9 M€) et des services (2 M€) augmentent respectivement de 0,5 M€ et de 0,9 M€. Les flux de maintenance restent encore peu significatifs mais devraient augmenter dans les prochains mois, dès que les plateformes entreront en support de production.

L'activité historique "legacy" (solutions pour opérateurs télécom) est, pour sa part, quasi stable au premier semestre 2020 (+0,1 M€) et représente encore 39% des revenus semestriels (2,6 M€). Les ventes de licences, par nature non récurrentes, diminuent de 0,2 M€ sur la période et ressortent à 0,5 M€ au 30 juin 2020, suite à de nouveaux contrats ne compensant que partiellement ceux enregistrés au premier semestre 2019. Les services "legacy" (0,7 M€) progressent quant à eux de 0,4 M€ grâce à un nouveau marché avec un opérateur français, client historique du Groupe. Les flux de maintenance liés à ce nouveau contrat sont moins importants que les précédents, mais plus pérennes dans le temps, ce qui explique la diminution de 0,2 M€ du montant global de la maintenance de cette activité, qui ressort à 1,4 M€ au 30 juin 2020.

#### *Evolution des résultats*

L'augmentation des revenus semestriels 2020 (+1,4 M€) impacte directement et positivement le résultat opérationnel courant avant amortissements (3,6 M€) en progression de +1,1 M€ (+45%). L'augmentation du résultat opérationnel courant avant amortissements représente ainsi 79% de la hausse des revenus constatée au 30 juin 2020, et 55% de ces mêmes revenus. Après amortissements, le résultat opérationnel ressort à 1,8 M€, en progression de +0,8 M€ (+85%) et représente 28% des revenus semestriels, contre 19% fin juin 2019.

Hors amortissements et après retraitement IFRS 16 des coûts locatifs (-0,3 M€ au titre des premiers semestres 2020 et 2019), les coûts opérationnels ressortent à 2,9 M€ contre 2,6 M€ au premier semestre 2019. Cette augmentation de 0,3 M€ provient essentiellement de celle de la masse salariale "nette" (+0,4 M€), après activation des frais de développement, et de la diminution des charges externes (-0,1 M€). Avant activation des frais de personnels liés aux développements produits, la masse salariale semestrielle (4,4 M€) est en hausse de 1,1 M€, suite à la progression importante des effectifs au 30 juin 2020 (178 personnes) par rapport au 30 juin 2019 (147 personnes). L'augmentation des coûts salariaux reste donc uniquement due à l'évolution des effectifs, la rémunération moyenne au sein du Groupe restant stable.

Après prise en compte d'un résultat financier légèrement négatif (-50 K€) et d'un résultat fiscal quasi neutre (-14 K€), le résultat net ressort positif à 1,7 M€, en forte augmentation par rapport au premier semestre 2019 (+80%). Les résultats opérationnels courants et nets semestriels 2020 sont ainsi déjà supérieurs aux résultats annuels 2019.

## 2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2020

### 2.1 Présentation des comptes consolidés

Le périmètre de consolidation du Groupe au 30 juin 2020 se compose de la Société, de sa filiale française StreamWIDE France SAS et des 5 autres filiales étrangères suivantes :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100% ;
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

L'activité du Groupe au premier semestre 2020 se caractérise par un chiffre d'affaires (CA) en augmentation de 28%, un résultat opérationnel courant positif (+1,8 M€) en nette progression (+0,8 M€) et un résultat net, après prise en compte des impacts financiers et fiscaux non significatifs, bénéficiaire de +1,7 M€, lui aussi en nette augmentation (+0,8 M€).

Les principales données consolidées au titre du premier semestre 2020 sont les suivantes :

en K€	HY 2020	%CA	HY 2019	%CA	FY 2019	%CA	Var. (K€)	Var. (%)
Chiffre d'Affaires "Plateformes"	4 002	61%	2 643	51%	4 973	49%	1 359	51%
Chiffre d'Affaires "Legacy"	2 558	39%	2 494	49%	5 236	51%	64	3%
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>6 560</b>		<b>5 137</b>		<b>10 209</b>		<b>1 423</b>	<b>28%</b>
Charges de Personnel	-2 196	33%	-1 746	34%	-3 767	37%	-450	26%
Charges Externes	-1 080	16%	-1 153	22%	-2 327	23%	73	-6%
Autres Charges / Produits	333	-5%	254	-5%	412	-4%	79	31%
<b>TOTAL CHARGES avant amortissements</b>	<b>-2 943</b>		<b>-2 644</b>		<b>-5 682</b>		<b>-298</b>	<b>11%</b>
<b>ROC avant amortissements (*)</b>	<b>3 617</b>	<b>55%</b>	<b>2 493</b>	<b>49%</b>	<b>4 527</b>	<b>44%</b>	<b>1 125</b>	<b>45%</b>
Dotations Amortissements et Dépréciations	-1 808		-1 517		-3 317		-291	19%
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT (*)</b>	<b>1 809</b>	<b>28%</b>	<b>975</b>	<b>19%</b>	<b>1 210</b>	<b>12%</b>	<b>833</b>	<b>85%</b>
Autres Charges / Produits opérationnels	-		10		4		-10	
Charges / Produits financiers	-50		-10		-23		-40	
Charges / Produits d'impôts	-14		-6		-50		-8	
<b>RESULTAT NET</b>	<b>1 745</b>	<b>27%</b>	<b>970</b>	<b>19%</b>	<b>1 141</b>	<b>11%</b>	<b>776</b>	<b>80%</b>

(\*) Le résultat opérationnel courant avant amortissements (ROC avant amortissements) correspond à la différence entre les produits et les charges d'exploitation, avant amortissements et dépréciations des immobilisations (EBITDA). Le résultat opérationnel courant (ROC) tient compte de ces amortissements et dépréciations (EBIT)

Le résultat opérationnel courant ressort bénéficiaire à +1,8 M€ au titre du premier semestre 2020 (+0,8 M€). Il s'établissait à 1 M€ au 30 juin 2019 (+85%). Retraité de l'impact des amortissements de période (1,8 M€ contre 1,5 M€ au 30 juin 2019, dont respectivement 1,4 M€ et 1,1 M€ au titre des amortissements pratiqués sur les frais de développement), il est positif de 3,6 M€ contre 2,5 M€ au 30 juin 2019 (+1,1 M€ soit +45%).

L'analyse du chiffre d'affaires et de son évolution, ainsi que celle des résultats, ont été présentées ci-dessus dans les événements significatifs de la période (confer note 1.1 et 1.3).

Les autres éléments significatifs que l'on peut noter, concernant les résultats semestriels 2020 sont les suivants :

- les charges de personnel augmentent de 0,4 M€ après activation des frais de développement.

Avant cette activation, elles augmentent de 1,1 M€ suite aux nombreuses embauches effectuées au sein du Groupe pendant les douze derniers mois (+31 personnes entre le 30 juin 2019 et le 30 juin 2020) ;

- *les charges externes* diminuent de 0,1 M€. Le retraitement lié à IFRS 16 "Contrats de location" (neutralisation des charges locatives) est identique au premier semestre 2020 et 2019 (montant de 0,3 M€). La diminution des charges externes s'explique par une maîtrise des honoraires, ainsi que par une diminution des frais marketings et de déplacement, suite au confinement intervenu au second trimestre de l'exercice. ;
- *Les autres charges et produits* regroupent les taxes diverses ainsi que les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche, parallèlement aux amortissements pratiqués sur les projets financés (confer règles et méthodes comptables). Ces reprises sont de 401 K€ au 30 juin 2020 contre 329 K€ au 30 juin 2019, ce qui explique la variation constatée.
- *La variation des amortissements* de période est de +0,3 M€ et provient essentiellement des amortissements pratiqués sur les frais de développement activés (1,4 M€ au 30 juin 2020 contre 1,1 M€ au 30 juin 2019). L'impact net (hors imposition différée) de l'activation des frais de développement est le suivant :
  - o Premier semestre 2019 : activation de 1,6 M€ bruts de frais de développement, amortissement à hauteur de 1,1 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,3 M€ : impact net en résultat opérationnel de 0,8 M€ ;
  - o Premier semestre 2020 : activation de 2,3 M€ bruts de frais de développement, amortissement à hauteur de 1,4 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,4 M€ : impact net en résultat opérationnel de 1,3 M€, en augmentation de 0,5 M€ par rapport au premier semestre 2019.
- *L'impact des produits / charges financiers* est légèrement négatif (-50 K€), suite à des effets de change €/USD moins favorables en 2020 qu'en 2019, et à la charge financière (30 K€) liée au retraitement IFRS 16 appliqué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.
- *La charge nette d'impôts* est quasi neutre au 30 juin 2020, comme elle l'était au 30 juin 2019. A noter qu'au 30 juin 2020, aucun actif d'impôt différé n'a été reconnu sur les reports déficitaires du Groupe, au-delà des passifs d'impôts différés issus de l'activation des frais de développement. Le détail et les évolutions entre 2020 et 2019 sont les suivants :

en M€	HY 2020	HY 2019	FY 2019	Variation
Impôts différés sur activation R&D	-0,3	-0,1	-0,1	-0,2
Impôts différés actifs sur reports déficitaires	0,3	0,1	0,0	0,3
<i>dont filiales françaises</i>	0,3	0,1	-	0,3
<i>dont filiales étrangères</i>	-	-	-	-
Impôts courants	-	-	-	-
<b>Total Charges (-) / Produits (+) d'impôts</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>

- o Les impôts courants ne sont pas significatifs (-19 K€) et proviennent essentiellement de la filiale roumaine du Groupe ;
- o Les impôts différés passifs lié à l'activation des frais de développement font l'objet d'une hausse de 0,3 M€, du fait de l'augmentation, au premier semestre 2020, des montants activés (2,3 M€) ;

- Les impôts différés actifs sur reports déficitaires augmentent également de 0,3 M€. Ils compensent uniquement l'évolution des impôts différés passifs issus de l'activation des frais de développement. Aucun autre impôt différé actif sur déficits fiscaux n'est reconnu par le Groupe au 30 juin 2020, position identique aux clôtures antérieures.

Pour mémoire, la situation fiscale différée de la société mère (StreamWIDE SA) est une situation "nette" équilibrée entre impôts différés actifs et passifs (solde actif de 79 K€). La filiale française StreamWIDE France est intégrée fiscalement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Au total, le résultat opérationnel courant enregistre donc une nette amélioration (+0,8 M€) pour s'établir à +1,8 M€. Après prise en compte du résultat financier déficitaire (-50 K€) et des impacts fiscaux négatifs (-14 K€), le résultat net semestriel est un bénéfice de +1,7 M€, en augmentation marquée de 0,8 M€ (+80%) par rapport à celui du 30 juin 2019. Il est d'ores et déjà supérieur au résultat net annuel 2019.

La situation financière au 30 juin 2020 est la suivante :

(En K€)	30-juin-20	31-déc.-19	30-juin-20	31-déc.-19	
Immobilisations incorporelles	9 066	8 091	292	292	Capital social
Immobilisations corporelles	2 167	2 439	11 157	9 988	Primes et réserves
Autres actifs financiers	460	451	-1 596	-1 604	Titres auto détenus
Actifs d'impôts différés	150	145	1 746	1 141	Résultat Part du Groupe
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>11 843</b>	<b>11 126</b>	<b>11 599</b>	<b>9 817</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>
Stocks	-	-	574	642	Passifs financiers
Créances clients	4 501	3 279	987	1 270	Passifs locatifs
Autres débiteurs	1 142	952	318	297	Provisions à long terme
Actifs fiscaux	505	916	1 391	1 345	Produits fiscaux différés
Trésorerie et équivalent de trésorerie	5 001	4 007	-	-	Passifs d'impôts différés
			<b>3 270</b>	<b>3 554</b>	<b>PASSIFS NON COURANTS</b>
			365	366	Passifs financiers
			414	417	Passifs locatifs
			1	7	Provisions à court terme
			669	678	Fournisseurs et autres créditeurs
			2 170	1 620	Dettes fiscales et sociales
			695	672	Produits fiscaux différés
			3 809	3 149	Produits constatés d'avance
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>11 149</b>	<b>9 154</b>	<b>8 123</b>	<b>6 909</b>	<b>PASSIFS COURANTS</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>22 992</b>	<b>20 281</b>	<b>22 992</b>	<b>20 280</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>

Le total de la situation financière au 30 juin 2020 est de 23 M€. La hausse de 2,7 M€ par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 2,3 M€ en valeur brute et 1,3 M€ d'amortissements, soit une augmentation de +1 M€ en valeur nette. Pour mémoire, en 2019, les montants bruts et nets avaient respectivement varié de +3,3 M€ et +1 M€ ;

Le montant immobilisé au titre des frais de développement augmente donc par rapport au 31 décembre 2019 et ressort à 8,8 M€ en valeur nette cumulée au 30 juin 2020 ;

- *Diminution des immobilisations corporelles* de 0,2 M€ suite à l'application d'IFRS 16 "Contrats de location" à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Au 31 décembre 2019, un droit d'usage de 1,6 M€ en valeur nette avait été constaté. Ce droit d'usage a été amorti à hauteur de -0,2 M€ au premier semestre 2020 et ressort donc en valeur nette à 1,4 M€ au 30 juin 2020 ;
- *Augmentation du poste client* de 1,2 M€ suite essentiellement à l'évolution de l'activité au premier semestre 2020 car les niveaux d'encaissements constatés sur la période sont satisfaisants ;
- *Autres actifs fiscaux* : le solde est principalement constitué du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) au titre du premier semestre 2020 (0,5 M€). La créance au titre de 2019 (0,9 M€), qui constituait le solde des actifs fiscaux fin 2019, a été remboursée en mai 2020 ;
- *Augmentation de la trésorerie brute* (+1 M€ par rapport au 31 décembre 2019) qui s'élève à 5 M€ au 30 juin 2020, hors dettes financières. L'augmentation de la trésorerie provient de la hausse des revenus, des résultats et d'une bonne tenue du BFR au premier semestre 2020 (+0,2 M€ dans un contexte de croissance de l'activité). Les investissements effectués dans le développement des nouvelles solutions sont restés soutenus (flux d'investissement net de -1,6 M€). Enfin, les flux de financement restent quant à eux négatifs (-0,4 M€) suite notamment au remboursement semestriel de l'emprunt obligataire envers le GIAC (-0,1 M€) et à la variation des passifs locatifs (reclassement IFRS 16) de -0,3 M€ sur la période.

Au passif,

- *Augmentation des capitaux propres* (+1,8 M€), suite au résultat net positif au 30 juin 2020 (+1,7 M€) ;
- *Diminution des passifs non courants* (-0,3 M€) suite notamment aux remboursements de période de l'emprunt obligataire mais également à la diminution des passifs locatifs conformément aux retraitements IFRS 16 ;
- *Augmentation des dettes fiscales et sociales* (+0,5 M€) liée essentiellement à l'évolution de l'activité au cours du premier semestre 2020 (comptes de TVA et dettes sociales en augmentation) ;
- *Augmentation des produits fiscaux différés courants et non courants* (+0,1 M€) : ces postes correspondent aux montants déclarés au titre du CIR, dont l'impact résultat est différé. Ils impacteront positivement le résultat du Groupe lorsque les actifs sous-jacents (projets développés et immobilisés) seront amortis. Au titre du premier semestre 2020, le Crédit d'Impôt Recherche est de 0,5 M€ et la reprise constatée en résultat de 0,4 M€, ce qui explique la variation des soldes constatés au passif ;
- *Augmentation des passifs sur contrats de revenus* (+0,7 M€), qui enregistrent, comme les années précédentes, les facturations faites en fin de période, relatives à des revenus futurs (par exemple, maintenance annuelle facturée d'avance).

Les flux de trésorerie de la période peuvent être présentés comme suit :

(en K€)	HY 2020	HY 2019	FY 2019	Variations
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	2 997	3 349	3 121	-352
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-1 637	-1 312	-13	-325
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-366	-466	-765	100
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>994</b>	<b>1 571</b>	<b>2 342</b>	<b>-577</b>

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont positifs (+3 M€) suite aux résultats de période et à la bonne tenue du BFR (+0,2 M€) dans un contexte de croissance de l'activité.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement représentent principalement les frais de développement engagés au premier semestre 2020. Le remboursement de la créance CIR 2019 (0,9 M€) intervenu dès le mois de mai 2020 permet de compenser les investissements réalisés dans le développement des nouvelles solutions (2,3 M€ contre 1,6 M€ au 30 juin 2019 et 3,3 M€ au 31 décembre 2019).

Enfin, les flux de trésorerie provenant des activités de financement correspondent structurellement aux paiements du capital et intérêts liés à l'emprunt obligataire envers le GIAC. Le remboursement trimestriel de cet emprunt (90 K€, avec un différé de remboursement de 4 ans), a débuté au quatrième trimestre 2017. L'impact de l'adoption de la norme IFRS 16 "Contrats de location" induit une augmentation des dettes locatives et des intérêts financiers liés, en contrepartie de amortissements retraités des flux opérationnels. L'impact au 30 juin 2020 (0,3 M€) est identique à celui du premier semestre 2019.

Evolution de la trésorerie par rapport au 31 décembre 2019 : l'augmentation de la trésorerie constatée au 30 juin 2020 (+1 M€) s'explique donc essentiellement par :

- Des flux opérationnels positifs de 3 M€ (-0,4 M€ par rapport au premier semestre 2019) suite à une CAF positive de 3,2 M€ et à impact négatif limité du BFR (-0,2 M€) ;
- Des flux d'investissement de -1,6 M€ (+0,4 M€ par rapport au premier semestre 2019), suite aux développements continus des nouvelles solutions (2,3 M€), financés en partie par le remboursement des créances CIR 2019 (0,9 M€) intervenu en mai 2020 ;
- Des flux de financement de -0,4 M€ (-0,1 M€ par rapport au premier semestre 2019), suite aux remboursements de période de l'emprunt obligataire et au retraitement IFRS 16 (0,3 M€).

A noter que le Prêt Garanti par l'Etat (2,5 M€) ainsi que les cessions d'actions d'autocontrôle (2,6 M€) ne seront pris en compte qu'au second semestre de l'exercice, où un montant de +5,1 M€ sera ainsi comptabilisé dans la trésorerie brute du Groupe.

## 2.2 Evolution prévisible et perspectives d'avenir du Groupe

L'obtention d'un PGE de 2,5 M€ fin juin 2020 sécurise les moyens financiers de Groupe à court et moyen terme, tout en optimisant sa trésorerie. L'investissement dans les nouvelles plateformes de communications critiques **team on mission** et **team on the run** sera ainsi maintenu et soutenu dans les prochains mois pour accompagner la croissance.

Les revenus du second semestre sont bien orientés et les revenus de l'année 2020, après une forte progression en 2019, devraient à nouveau s'inscrire dans une dynamique de croissance soutenue. Les coûts, notamment salariaux, restant bien maîtrisés, un effet de levier positif devrait ainsi permettre une nette amélioration de la rentabilité et des résultats au 31 décembre 2020.

La crise sanitaire mondiale présente depuis mars 2020, et probablement encore pour de long mois, ne semble pas impacter l'activité du Groupe à court terme. Le Groupe s'est repositionné avec succès sur de nouveaux marchés stratégiques et porteurs. La solution **team on mission** ("MCPTT/MCx") développée par le Groupe est en train de se positionner comme une des références du marché, notamment en France et en Europe où les nombreux projets en cours avec des acteurs reconnus (intégrateurs, distributeurs, opérateurs) illustrent la dynamique actuelle. L'offre à destination des entreprises (**team on the run**) évolue quant à elle sur un marché sans véritable limite. Les contrats actuels avec Enedis ou encore EDF en France, ainsi que ceux conclus aux Etats-Unis (gestion de flottes) témoignent du potentiel de la solution.

Ces solutions vont également très prochainement bénéficier d'un ensemble de fonctionnalités liées à la communication partagée en temps réel (conférences et partages d'écrans), besoins et usages qui se sont affirmés et démultipliés depuis quelques mois, suite notamment à la période de confinement, pour s'adapter aux nouvelles contraintes collaboratives dématérialisées.

Ces développements ont été effectués et intégrés dans des architectures sécurisées et souveraines, ce qui est un réel différenciant par rapport aux solutions "grand public" actuellement utilisées, et apportent donc une réelle valeur ajoutée aux entreprises et administrations.

Concernant l'activité "legacy", le secteur des solutions pour opérateurs de télécommunication reste un marché de niche où des opportunités commerciales ponctuelles, mais significatives, de renouvellement de services peuvent apparaître.

L'investissement dans les nouvelles solutions de communications critiques **team on mission** et **team on the run** continuera à être soutenu dans les prochains mois et les actuels et futurs développements (SDK, API, provisioning, FSM et nouvelles fonctionnalités opérationnelles) devraient ainsi permettre au Groupe d'accentuer encore son avance technologique et de confirmer son positionnement d'acteur majeur dans le marché des communications critiques.

Les différents indicateurs du Groupe (revenus, rentabilité, trésorerie, plan de développement) sont donc bien orientés et devraient tous être en croissance marquée en 2020. Cette dynamique, ainsi que plusieurs projets importants actuellement en cours, permettent au Groupe d'anticiper et d'appréhender dès maintenant l'année 2021, pour construire au plus vite une nouvelle année de croissance.

### **3. Autres informations**

#### **3.1 Facteurs de risques**

Les impacts conjoncturels liés à la crise sanitaire COVID-19 sont indiqués ci-dessus en note 2.2 "Evolution prévisible et perspectives d'avenir du Groupe". Ces impacts sont pour le moment limités et devraient le rester dans les prochains mois.

En termes de risques structurels, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activité, semestriels ou annuels.

- *Risque liés à la croissance* : le Groupe peut avoir à faire face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs télécom, ce qui a déjà été le cas au cours de périodes précédentes et ce qui est toujours le cas en 2020. Par ailleurs, les décalages de reconnaissance de revenu peuvent avoir un impact significatif sur une période donnée.

Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée régulièrement au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.

- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse et de façon de plus en plus rapide, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible.

Concernant la protection juridique et physique des solutions logicielles commercialisées par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des programmes, auprès notamment de l'APP à Paris, sont suivies et respectées au sein du Groupe.

- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de moindre taille par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'est impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables applicables et le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connues ou en cours à ce jour sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur, une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.
- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés semestriels 2020.
  - o *Risque de change* : les flux nets en devises étrangères devraient rester significatifs dans les prochains mois : peu de coûts opérationnels exprimés en dollar (uniquement ceux de la filiale américaine) et revenus en dollar plus importants que ces coûts. Si le risque de change devenait réel et important, des instruments de couverture, inexistantes au 30 juin 2020, pourraient alors être utilisés par la Société et le Groupe pour se prémunir de ce risque. La direction de la Société et du Groupe reste toujours très attentive aux évolutions de la monnaie américaine.
  - o *Risque de taux* : au 30 juin 2020, les dettes financières courantes et non courantes de la Société et du Groupe se composent d'un emprunt obligataire à taux variable annuel (Euribor 3 mois + 3,05%). Cependant, les niveaux actuels du taux Euribor 3 mois, et son évolution, n'impliquent pas de risque de taux significatif pour le Groupe.
  - o *Risque de crédit* : le risque de crédit provient essentiellement des créances clients. Des procédures mensuelles sont suivies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés. L'évolution du poste client, de sa structure au 30 juin 2020 et de son évolution au début du second semestre de l'exercice, démontre la bonne gestion de ce risque par la Société et le Groupe. Aucun risque structurel n'est identifié au 30 juin 2020.

- o *Risque de liquidité* : le risque de liquidité s'analyse comme le risque que la Société et le Groupe encourent s'ils ne sont pas en mesure d'honorer leurs dettes à échéance. Afin de gérer ce risque, la Société et le Groupe ont mis en place un suivi mensuel de la trésorerie et une gestion prévisionnelle de leurs besoins de financement, afin de contrôler leur entière capacité à honorer leurs passifs exigibles.
- o *Risque sur actions et autres placements* : la politique de la Société et du Groupe est de rémunérer les excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2020 et en cours de période, seuls des comptes à terme liquides et à rendement garanti sont utilisés.

### 3.2 Filiales et participations

Le périmètre du Groupe se compose des six (6) filiales opérationnelles suivantes au 30 juin 2020, sans modification par rapport à l'exercice précédent :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100%
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100%
- StreamWIDE France, société de droit français contrôlée à 100%
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100%
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		30-juin-20	31-déc.-19	
Streamwide SA	84 rue d'Hauteville 75010 <b>PARIS</b>			Soc. Mère
Streamwide France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 <b>PARIS</b>	100%	100%	IG
Streamwide Romania	165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor, Sector 3, 030133, <b>BUCHAREST</b>	100%	100%	IG
Streamwide Inc.	1099 Wall Street West, Suite 354 <b>LYNDHURST</b> , New Jersey 07071	100%	100%	IG
Beijing Streamwide Technology	804, Cultural Plaza 9 Zhong Guan Cun St. <b>BEIJING</b> 100872	100%	100%	IG
Streamwide Tunisie	Rue du Lac Constance Immeuble Green Center, C1.1, 1er étage Les Berges du Lac- <b>TUNIS</b> 1053	100%	100%	IG
Streamwide PTE Ltd	141 Cecil Street 10.01-T.A.A. Building 069541 <b>SINGAPORE</b>	100%	100%	IG

### 3.3 Informations sociales et environnementales

(a) Au niveau du Groupe, les effectifs sont les suivants au 30 juin 2020 :

- StreamWIDE SA (la Société) et StreamWIDE France : 32 personnes
- StreamWIDE Romania : 74 personnes
- StreamWIDE Beijing : 4 personnes
- StreamWIDE Inc. : 10 personnes
- StreamWIDE Tunisie : 58 personnes

Au 30 juin 2020, le Groupe compte 178 personnes contre 147 fin juin 2019 (+31 personnes) et 159 fin 2019 (+19 personnes).

Par rapport au 30 juin 2019, les mouvements intervenus sont les suivants :

- StreamWIDE France : + 4 personnes
- StreamWIDE Romania : + 17 personnes
- StreamWIDE Inc. : -1 personne
- StreamWIDE Tunisie : + 11 personnes

(b) *Liste des accords collectifs conclus au sein de la Société*

Un nouvel accord d'intéressement a été conclu fin juin 2020 couvrant les exercices 2020 à 2022.

Au 30 juin 2020, une provision de 55 K€ a ainsi été constatée car le seuil de déclenchement (10% de rentabilité nette consolidée) a été atteint.

(c) *Informations environnementales*

Concernant les risques environnementaux, les activités du Groupe et de la Société, de par leur nature, n'ont pas de conséquence significative et majeure sur l'environnement.

### 3.4 Actions d'auto contrôle et Bons de Souscription d'Action

Au 30 juin 2020, le contrat de liquidité, opéré par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013, est investi à hauteur de 5.932 actions de la Société contre 7.060 actions au 31 décembre 2019, et présente un solde de liquidité de 114 K€ contre 101 K€ au 31 décembre 2019. A noter également que la Société dispose toujours, au 30 juin 2020, de 169.533 titres acquis dans le cadre de son programme de rachat d'actions au second semestre 2019, au cours moyen unitaire de 9,01 €. Ces 169.533 titres ont été cédés en juillet 2020 pour un montant globale de 2,6 M€.

Au 30 juin 2020, tenant compte des souscriptions effectives et des départs de certains salariés (qui rendent de facto leurs BSA souscrits caducs), ainsi que de la prorogation de la période d'exercice des BSA 2 et BSA 3 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2021 (AGOAE du 22 juin 2018), le nombre de BSA existant est le suivant :

- BSA 2 : 1.927.500
- BSA 3 : 315.000

L'ensemble de ces BSA (2.242.500), s'ils venaient à être exercés dans leur totalité, représenterait 149.500 actions nouvelles, soit 5,1 % du capital social actuel.

Au cours du premier semestre 2020, ces BSA, au prix d'exercice de 14 € avec une parité de 15 BSA pour 1 nouvelle action, étaient "hors marché" et aucun exercice n'a été effectué.

### 3.5 Informations concernant la répartition du capital au 30 juin 2020

Nous vous indiquons ci-après la répartition du capital social et des droits de vote au 30 juin 2020 :

<b>Identité</b>	<b>Part du capital social nb de titres/ nb total (%)</b>	<b>% des droits de vote</b>
BE2TEL (P. Beglin)	47,4 %	55,1 %
OKHEMA (L. Gaichies)	18,5 %	21,5 %
Zakaria Nadhir	3,6 %	4,2 %
Salariés de la Société	2,4 %	2,8 %
Auto détention	6,1 %	-
Public	22 %	16,4 %

Nous précisons que, conformément à l'article 12 des statuts de notre Société, les actions inscrites nominativement au nom d'un même actionnaire pendant plus de deux ans donnent droit de vote double.

Aucune évolution n'est à noter depuis le 31 décembre 2019 : le nombre total d'actions à droit de vote double est de 2.102.742 et le nombre théorique total de droits de vote est donc de 5.020.241 au 30 juin 2020.

## **STREAMWIDE SA**

Exercice clos le 30 juin 2020

### **Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes intermédiaires semestriels**

Au Président-Directeur Général,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société STREAMWIDE et en réponse à votre demande dans le cadre de la publication des comptes au 30 juin 2020, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés de celle-ci, relatif à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration le 17 septembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes intermédiaires consolidés.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires consolidés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, le fait que les comptes intermédiaires consolidés présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de la société de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 30 juin 2020, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Paris-La Défense, le 30 octobre 2020

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG et Autres  
Jean-Christophe Pernet

**Groupe STREAMWIDE – Comptes consolidés semestriels – 30 juin 2020**

• **Comptes de résultat consolidés aux 30 juin 2020, 30 juin 2019 et 31 décembre 2019**

<b>en K€</b>	<b>30-juin-20</b>	<b>30-juin-19</b>	<b>31-déc-19</b>	<b>Note</b>
	<i>(6 mois)</i>	<i>(6 mois)</i>	<i>(12 mois)</i>	
Licences	2 391	2 058	3 883	
Maintenance	1 487	1 638	3 269	
Prestations de services	2 683	1 398	3 009	
Ventes tiers	-	43	48	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>6 560</b>	<b>5 136</b>	<b>10 209</b>	7.1
Achats et variations de stocks	-	-21	-53	7.3
Charges externes	-1 080	-1 153	-2 327	7.3
Impôts et taxes	-68	-48	-105	
Charges de personnel	-2 196	-1 746	-3 767	7.2
Dotations aux amortissements	-1 808	-1 517	-3 317	7.4
Dotations nettes aux provisions	-1	-5	-114	7.4
Autres produits d'exploitation	402	329	684	7.5
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>1 809</b>	<b>975</b>	<b>1 210</b>	
Autres produits opérationnels	-	10	4	
Autres charges opérationnelles	-	-	-	7.5
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 809</b>	<b>984</b>	<b>1 214</b>	
Produits de trésorerie et d'équivalents	1	0	16	
Coût financier Brut	-45	-35	-96	
<b>Coût financier Net</b>	<b>-44</b>	<b>-35</b>	<b>-80</b>	7.6
Autres produits financiers	21	40	110	7.6
Autres charges financières	-26	-15	-53	7.6
Charges / Produits d'impôts	-14	-6	-50	7.7
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>1 746</b>	<b>969</b>	<b>1 141</b>	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
<b>Résultat net</b>	<b>1 746</b>	<b>969</b>	<b>1 141</b>	
Part du Groupe	1 746	969	1 141	
Intérêts ne conférant pas le contrôle				
Résultat de base par action	0,64	0,33	0,40	7.8
Résultat dilué par action	0,64	0,33	0,40	7.8

• Situations financières consolidées aux 30 juin 2020 et 31 décembre 2019

en K€	30-juin-20	31-déc.-19	Note
Immobilisations incorporelles	9 066	8 090	8.1
Immobilisations corporelles	2 167	2 439	8.2
Autres actifs financiers	460	451	8.3
Actifs d'impôts différés	150	145	8.4
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>11 843</b>	<b>11 126</b>	
Créances clients	4 501	3 279	8.5
Autres débiteurs	1 143	952	8.5
Autres actifs fiscaux	505	916	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 001	4 007	8.6
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>11 150</b>	<b>9 155</b>	
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>22 992</b>	<b>20 280</b>	
Capital	292	292	
Primes	7 931	7 931	
Réserves consolidées	3 227	2 057	
Titres auto détenus	-1 596	-1 604	
Résultat net part du Groupe	1 746	1 141	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>11 599</b>	<b>9 817</b>	8.7
Passifs financiers	574	642	8.8
Passifs locatifs	987	1 271	8.10
Provisions non courantes	318	297	8.9
Produits fiscaux différés	1 391	1 345	8.10
Passifs d'impôts différés	-	-	8.10
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>3 270</b>	<b>3 554</b>	
Passifs financiers	365	366	8.8
Passifs locatifs	414	417	8.10
Provisions courantes	1	7	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	669	678	8.10
Dettes fiscales et sociales	2 170	1 620	8.10
Produits fiscaux différés	695	672	8.10
Produits constatés d'avance	3 809	3 149	8.10
<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>8 123</b>	<b>6 909</b>	
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>22 992</b>	<b>20 280</b>	

• **Etats du résultat global aux 30 juin 2020, 30 juin 2019 et 31 décembre 2019**

En K€	30-juin-20	30-juin-19	31-déc-19
<b>Résultat Net</b>	<b>1 746</b>	<b>969</b>	<b>1 141</b>
Ecarts de conversion	-14	-1	-8
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies			
<b>Total Gains / Pertes directement en capitaux propres</b>	<b>-14</b>	<b>-1</b>	<b>-8</b>
<b>Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres</b>	<b>1 732</b>	<b>968</b>	<b>1 133</b>

• **Variations des capitaux propres consolidés aux 30 juin 2020, 31 décembre 2019 et 30 juin 2019**

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
<b>Capitaux propres 31 DEC 2018</b>	<b>303</b>	<b>8 504</b>	<b>-644</b>	<b>2 295</b>	<b>-273</b>	<b>25</b>	<b>10 210</b>	<b>0</b>	<b>10 210</b>
Opérations sur capital	-11	-573					-584		-584
Paiements fondés sur des actions							601		601
Opérations sur titres auto détenus			587	14			-		-
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				969	-1		968		968
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-2	-2		-2
<b>Capitaux propres 30 JUIN 2019</b>	<b>292</b>	<b>7 931</b>	<b>-57</b>	<b>3 278</b>	<b>-274</b>	<b>23</b>	<b>11 193</b>	<b>0</b>	<b>11 193</b>
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions							-1 541		-1 541
Opérations sur titres auto détenus			-1 547	6			-		-
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				172	-7		165		165
Variations de périmètre							0		0
Autres mouvements									
<b>Capitaux propres 31 DEC 2019</b>	<b>292</b>	<b>7 931</b>	<b>-1 604</b>	<b>3 456</b>	<b>-281</b>	<b>23</b>	<b>9 817</b>	<b>0</b>	<b>9 817</b>
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions							19		19
Opérations sur titres auto détenus			8	11			-		-
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				1 746	-14		1 732		1 732
Variations de périmètre									
Autres mouvements						31	31		31
<b>Capitaux propres 30 JUIN 2020</b>	<b>292</b>	<b>7 931</b>	<b>-1 596</b>	<b>5 213</b>	<b>-295</b>	<b>54</b>	<b>11 599</b>	<b>0</b>	<b>11 599</b>

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2020, 31 décembre 2019 et 30 juin 2019**

(En K€)	30-juin-20	31-déc.-19	30-juin-19
<b>Résultat Net consolidé</b>	<b>1 746</b>	<b>1 141</b>	<b>969</b>
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>			
Dotations aux amortissements	1 558	2 602	1 234
<i>[IFRS 16] Dotations droits d'usage</i>	250	714	283
Variation des provisions	1	114	5
Plus ou moins value de cession			
Autres produits d'exploitation (*)	-402	-684	-325
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>3 153</i>	<i>3 887</i>	<i>2 166</i>
Coût de l'endettement financier net	44	80	34
Charge d'impôts sur le résultat	14	50	-6
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</b>	<b>3 211</b>	<b>4 017</b>	<b>2 194</b>
Variation actifs	1 893	-1 754	222
Variation passifs	1 679	976	1 377
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	<b>214</b>	<b>-2 730</b>	<b>-1 155</b>
Impôts versés	-	-	-
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>2 997</b>	<b>6 747</b>	<b>3 349</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 512	-4 124	-1 840
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles			
Variation immobilisations financières	-9	-93	-107
Cession d'immobilisations financières			
Variation des prêts et avances consentis			
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (**)	884	1 374	635
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-1 637</b>	<b>-2 843</b>	<b>-1 312</b>
Augmentation (diminution) de capital			
Augmentation (diminution) des emprunts	-69	-315	-176
<i>[IFRS 16] Augmentation (diminution) des dettes locatives</i>	-287	-658	-279
<i>[IFRS 16] Intérêts financiers nets versés</i>	-29	-56	-13
Dividendes versés			
Rachats et reventes d'actions propres	19	-1 533	2
Autres flux liés aux opérations de financement			
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>-366</b>	<b>-2 562</b>	<b>-466</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>994</b>	<b>1 343</b>	<b>1 571</b>
Trésorerie début de période	4 007	2 664	2 664
Trésorerie fin de période	5 001	4 007	4 235

(\*) Les autres produits calculés, sans impact de trésorerie, correspondent aux reprises en résultat du Crédit d'Impôt Recherche constatées au cours des périodes présentées

(\*\*) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés au cours des périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

## **1. Informations sur la Société et le Groupe**

Fondé en 2001, le groupe STREAMWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles, et depuis peu, des entreprises et administrations, partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de STREAMWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits "legacy", comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Le Groupe se positionne aussi sur le marché applicatif, notamment auprès des administrations et des entreprises, avec les solutions **team on mission** et **team on the run**, développées depuis fin 2014, prometteuses et à fort potentiel. Cela permet de compléter efficacement le portefeuille produits et de créer de forts relais de croissance, en proposant aux entreprises et administrations une véritable plateforme de transformation digitale "tout en un", simple, évolutive et performante, ainsi qu'une solution de communication critique sécurisée et de gestion de crises.

Opérant depuis la France, l'Europe, les USA, l'Asie et l'Afrique, STREAMWIDE met en place des équipes locales et spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la rentabilité.

STREAMWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Growth (Euronext Paris) sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2020 ont été examinés par le Conseil d'Administration en sa séance du 17 septembre 2020.

## **2. Evénements significatifs de la période**

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport semestriel d'activité. Ils sont rappelés ci-dessous de façon synthétique :

- *Gestion de la crise sanitaire COVID 19* : le Groupe a déployé un plan global de continuité d'activité dès les premières annonces gouvernementales. L'activité du Groupe ne semble donc pas impactée, à court terme, par la crise sanitaire mondiale actuelle.
- *Augmentation des revenus semestriels 2020* : +1,4 M€ soit +28% par rapport au premier semestre 2019
- *Augmentation des résultats semestriels 2020* : le Résultat Opérationnel Courant avant amortissements (EBITDA) progresse de +1,1 M€ par rapport au 30 juin 2019 (+45%). Le Résultat Opérationnel Courant (EBIT) augmente quant à lui de +0,8 M€ (+85% par rapport au 30 juin 2019). Le Résultat Net est de 1,7 M€, en progression de +0,8 M€ par rapport au 30 juin 2019 (+80%). Les résultats opérationnels courants et nets semestriels 2020 sont d'ores et déjà supérieurs aux résultats annuels 2019.
- *Lancement de l'offre API et SDK*
- *Passage en cotation continue*
- *Obtention d'un Prêt Garanti par l'Etat (2,5 M€)*

### 3. Présentation et base de préparation des états financiers

#### 3.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires de l'exercice 2020 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 17 septembre 2020, date d'examen de ces comptes par le conseil d'administration.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

#### 3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

##### **3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020**

*Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire*

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS, telles qu'adoptées pour l'Union européenne au 30 juin 2020. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

- o *La Société a adopté les normes, amendements et interprétations suivantes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 :*
  - Amendements IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 : réforme des taux d'intérêts - Phase 1  
Comptabilité de couverture de manière prospective - Phase 3
  - Amendements IAS 1 et IAS 8 : définition de la matérialité
  - Amendement IFRS 3 : modification de références au Cadre Conceptuel dans les normes IFRS

L'application de ces normes et amendements à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 est sans incidence sur les états financiers consolidés de la Société au 30 juin 2020.

- o *La Société a choisi de ne pas adopter par anticipation les nouvelles normes, amendements et interprétations suivantes, dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices clos le 31 décembre 2020, car aucune incidence significative ou applicable de ces amendements n'est attendue sur les états financiers consolidés du Groupe :*
  - Amendements IFRS 10 et IAS 28 : ventes ou contributions d'actifs réalisées entre le Groupe et les entités mises en équivalence
  - Amendement IFRS 17 : définition de la matérialité
  - Amendement IFRS 16 : allègement de loyers liés à la COVID-19 (non encore approuvé par l'Union Européenne mais non applicable au sein du Groupe).

### **3.2.2 Principes de présentation**

#### *Etat de la situation financière*

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

#### *Compte de résultat et état du résultat global*

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe STREAMWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé conserve une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge / produit d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

## **4. Principes, règles et méthodes comptables**

### **4.1 Méthodes de consolidation**

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales").

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe STREAMWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 30 juin 2020, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confer note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 30 juin 2020 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

## **4.2 Monnaies étrangères**

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, STREAMWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – USD, Chine – CNY, Roumanie – RON, Tunisie – TND et Singapour - SGD).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

## **4.3 Comptabilisation des produits**

Dans les différents contrats du Groupe, que la vente se fasse de façon directe ou indirecte, et quel que soit le logiciel concerné par le droit d'utilisation, les 3 prestations (licences, support et services professionnels) et les obligations de performance associées sont considérées comme distinctes. Le prix de la transaction, dont la détermination n'est pas dépendante d'éléments structurants, significatifs et récurrents, est également alloué de façon directe à chaque obligation de performance. Enfin, la comptabilisation du produit est effectuée à une date donnée (licences) ou dans le temps (support et services professionnels) lorsque les obligations de performance sous-jacentes sont satisfaites.

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

#### **4.4 Subventions, aides publiques et Crédit d'Impôt Recherche**

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie du Crédit d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française. Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur brute comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt.

L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat et isolé sous la rubrique "autres produits d'exploitation" dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, car sans impact de trésorerie.

#### **4.5 Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

**Les frais de développement** ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leur mise en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

## 4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

## 4.7 Dépréciation d'actifs

### ***Ecarts d'acquisition***

Au 30 juin 2020, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu depuis la création du Groupe.

### ***Immobilisations corporelles et incorporelles***

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur.

S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

## 4.8 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

### **Autres actifs financiers**

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité.

A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

#### *Dépôts de garantie*

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

#### *Autres actifs financiers non courants*

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

### **Titres auto-détenus**

Les titres représentatifs du capital de STREAMWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

### **Créances clients et autres débiteurs**

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

### **Passifs financiers courants et non courants**

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et obligataires, ainsi que des découverts bancaires ponctuels. Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 30 juin 2020, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés d'instruments de couverture et ne recourt pas à des instruments de décomptabilisation.

### **Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres crédateurs et passifs sur contrats de revenus**

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, charges et cotisations sociales.

Les passifs sur contrats de revenus sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturées mais non encore reconnues en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part de produits différés (Crédits d'Impôt Recherche) imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

## **4.9 Avantages du personnel**

### **Retraites**

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant. Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

### **Autres avantages accordés aux salariés**

Les dépenses engagées au titre du "Compte Personnel Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

### **Paiements fondés sur des actions**

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 30 juin 2020, concernant les BSA managers, salariés et personnes dénommées, leur juste valeur étant considérée comme non significative et hors marché, aucun retraitement n'a donc été comptabilisé.

#### **4.10 Provisions et passifs éventuels**

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

#### **4.11 Charge (produit) d'impôts et impôts différés**

La rubrique "charge / produit d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

#### **4.12 Résultat par action**

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors actions d'autocontrôle. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

#### **5. Recours à des estimations**

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La méthode de comptabilisation des frais de développement et plus spécifiquement aux durées d'utilités retenues, impactant les amortissements pratiqués et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;
- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des évènements constituant le sous-jacent de la provision ;
- L'évaluation des droits d'usage et des obligations locatives, tenant compte notamment de la durée des contrats de location et du taux d'actualisation approprié des paiements des loyers ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédit d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. Le reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

## 6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		30-juin-20	31-déc.-19	
Streamwide SA	84 rue d'Hauteville 75010 <b>PARIS</b>			Soc. Mère
Streamwide France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 <b>PARIS</b>	100%	100%	IG
Streamwide Romania	165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor, Sector 3, 030133, <b>BUCHAREST</b>	100%	100%	IG
Streamwide Inc.	1099 Wall Street West, Suite 354 <b>LYNDHURST</b> , New Jersey 07071	100%	100%	IG
Beijing Streamwide Technology	804, Cultural Plaza 9 Zhong Guan Cun St. <b>BEIJING</b> 100872	100%	100%	IG
Streamwide Tunisie	Rue du Lac Constance Immeuble Green Center, C1.1, 1er étage Les Berges du Lac- <b>TUNIS</b> 1053	100%	100%	IG
Streamwide PTE Ltd	141 Cecil Street 10.01-T.A.A. Building 069541 <b>SINGAPORE</b>	100%	100%	IG

**StreamWIDE Romania** a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

**StreamWIDE Inc** a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Américaine (Nord et Sud).

**Beijing StreamWIDE Technology** a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et elle participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

**StreamWIDE France SAS** a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a bénéficié, lors de sa création, d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA, concernant son activité d'édition de logiciels applicatifs en France, en Europe et en EMEA.

**StreamWIDE Tunisie SARL** a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société, totalement exportatrice, est un centre de Recherche et Développement exclusivement au profit du Groupe, notamment dans le développement des applications mobiles des solutions de communications critiques.

**StreamWIDE PTE LTD** a été créée le 19 mai 2016. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société permet de développer, de confirmer et de conforter la présence du Groupe dans cette zone géographique (Singapour et Asie du Sud Est).

## 7. Notes sur le compte de résultat consolidé

### 7.1 Chiffre d'affaires

En K€	30-juin-20	30-juin-19	31-déc-19	Variation
Licences	2 391	2 058	3 883	333
Maintenance	1 487	1 638	3 269	-151
Prestations de services	2 682	1 398	3 009	1 284
Ventes Tiers	-	43	48	-43
<b>TOTAL CA</b>	<b>6 560</b>	<b>5 137</b>	<b>10 209</b>	<b>1 423</b>
Autres produits	-	-	-	-
Subventions	-	-	-	-
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

La croissance soutenue des revenus semestriels (+28%), portée essentiellement par les nouvelles plateformes de communications critiques **team on mission** et **team on the run** s'inscrit dans le prolongement de celle entamée et enregistrée en 2019 (+51%).

Les revenus de l'activité "plateformes", multipliés par 4,7 en 2019, progressent au premier semestre 2020 de 51% (+1,4 M€) et représentent maintenant plus de 60% des revenus semestriels du Groupe.

La croissance des revenus issus des plateformes **team on mission** et **team on the run** s'explique principalement par les effets continus du partenariat avec la division Secure Land Communications (SLC) d'Airbus Defence and Space, la poursuite du déploiement du projet PCSTORM, mais également par de nouveaux marchés ministériels français (Mobilité Sécurisée Interministérielle), gagnés et déployés au cours du premier semestre 2020.

Concernant les revenus de l'activité "plateformes", les revenus résultant des licences (1,9 M€) et des services (2 M€) augmentent respectivement de 0,5 M€ et de 0,9 M€. Les flux de maintenance restent encore peu significatifs mais devraient augmenter dans les prochains mois, dès que les plateformes entreront en support de production.

L'activité historique "legacy" (solutions pour opérateurs télécom) est, pour sa part, quasi stable au premier semestre 2020 (+0,1 M€) et représente encore 39% des revenus semestriels (2,6 M€). Les ventes de licences, par nature non récurrentes, diminuent de 0,2 M€ sur la période et ressortent à 0,5 M€ au 30 juin 2020, suite à de nouveaux contrats ne compensant que partiellement ceux enregistrés au premier semestre 2019. Les services "legacy" (0,7 M€) progressent quant à eux de 0,4 M€ grâce à un nouveau marché avec un opérateur français, client historique du Groupe. Les flux de maintenance liés à ce nouveau contrat sont moins importants que les précédents, mais plus pérennes dans le temps, ce qui explique la diminution de 0,2 M€ du montant global de la maintenance de cette activité, qui ressort à 1,4 M€ au 30 juin 2020.

## 7.2 Charges de personnel

En K€	30-juin-20	30-juin-19	31-déc-19	Variation
Salaires et traitements	1 675	1 337	2 895	338
Charges sociales	520	408	872	112
Avantages du personnel	-	-	-	-
<b>TOTAL Charges de Personnel</b>	<b>2 195</b>	<b>1 745</b>	<b>3 767</b>	<b>450</b>

  

	30-juin-20	30-juin-19	31-déc-19	Variation
Cadres	178	147	159	31
Non Cadres	-	-	-	-
<b>TOTAL Effectif</b>	<b>178</b>	<b>147</b>	<b>159</b>	<b>31</b>

Les coûts de certains salariés directement rattachés aux projets de développement sont activés au 30 juin 2020, au même titre que sur les périodes antérieures. Le montant brut immobilisé au 30 juin 2020 représente 2.298 K€, contre 1.610 K€ au 30 juin 2019 et 3.277 K€ au 31 décembre 2019. Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé semestriel.

En K€	30-juin-20	30-juin-19	31-déc-19	Variation
Charges de personnel en résultat	2 195	1 745	3 767	450
Frais de développement activés	2 298	1 610	3 277	688
<b>TOTAL charges brutes</b>	<b>4 493</b>	<b>3 355</b>	<b>7 044</b>	<b>1 138</b>

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, augmentent sur la période de 1.138 K€. Cette augmentation provient essentiellement d'un effet "volume" notamment au sein des filiales roumaine (+16 personnes), tunisienne (+12) et française (+4). L'augmentation globale des effectifs (+31 personnes) a été réalisée à un coût moyen équivalent à celui de l'exercice antérieur.

Au 30 juin 2020, l'effectif total du Groupe s'élève à 178 personnes contre 147 un an plus tôt. Ce sont essentiellement les effectifs de R&D qui augmentent, démontrant ainsi la capacité du Groupe à maîtriser ses principaux coûts, tout en continuant à investir dans le développement de ses nouvelles solutions.

A noter également que le Groupe a mis en place un accord d'intéressement pour la période 2020-2022 et qu'une provision de 55 K€ a ainsi été constatée au 30 juin 2020.

### 7.3 Autres charges externes

En K€	30-juin-20	30-juin-19	31-déc-19	Variation
Achats de marchandises	-	-	53	-
Variations de stock	-	-	-	-
<b>TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>53</b>	<b>0</b>
Achats études et prestations de services	30	13	28	17
Achats non stockés de marchandises	57	78	148	-21
Sous traitance	29	51	207	-22
Locations et charges locatives	355	330	643	25
<i>Retraitement IFRS 16</i>	-269	-292	-714	23
Entretiens, réparations et maintenance	76	96	142	-20
Assurances	49	50	90	-1
Commissions et honoraires	391	357	853	34
Publicités, expositions et insertions	34	60	159	-26
Transports, déplacements et missions	83	143	292	-60
Affranchissements et télécoms	84	101	170	-17
Redevances	4	51	103	-47
Autres	151	115	206	36
<b>TOTAL CHARGES EXTERNES</b>	<b>1 074</b>	<b>1 153</b>	<b>2 327</b>	<b>-79</b>

L'application au 1<sup>er</sup> janvier 2019 de la norme IFRS 16 "Contrats de location" entraîne la reconnaissance d'un droit d'usage pour les contrats de location simple s'accompagnant, outre la comptabilisation d'une dette locative en contrepartie, d'une approche patrimoniale relative aux actifs loués. Ainsi, des amortissements et une dépréciation de ces droits d'usages remplacent les charges locatives (confer note 8.2 – Immobilisations corporelles). Au 30 juin 2020, l'impact est une diminution des charges locatives du Groupe de 269 K€ et une augmentation de 247 K€ des amortissements de période (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et aux provisions).

Retraité de cet impact, les autres charges externes diminuent de (102) K€ sur la période, suite essentiellement à la bonne maîtrise des honoraires et à la diminution des frais marketing et de déplacement, effet directement lié à la crise sanitaire actuelle et à la période de confinement intervenue au second trimestre 2020. Dans leur ensemble, les charges externes sont ainsi restées maîtrisées au premier semestre 2020 et continueront à l'être efficacement dans les prochains mois.

## 7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	30-juin-20	30-juin-19	31-déc-19	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	1 406	1 154	2 395	252
<i>dont frais de recherche et développement</i>	1 351	1 098	2 375	253
Dotations aux amortissements corporels	402	363	921	39
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>1 808</b>	<b>1 517</b>	<b>3 316</b>	<b>291</b>
Dotations aux provisions	1	5	131	-4
Reprises de provisions	-	-	-17	-
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>114</b>	<b>-4</b>

Les amortissements des frais de développement sont de 1.351 K€ au 30 juin 2020 contre 1.098 K€ au 30 juin 2019 et 2.375K€ en 2019.

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017, les durées d'amortissement des solutions **team on mission** et **team on the run** ont été portées de 1 et 3 ans à 5 ans, suite aux premiers succès commerciaux rencontrés. Les durées d'amortissement n'ont pas été modifiées depuis.

Les amortissements constatés au premier semestre 2020 augmentent par rapport à ceux de 2019 (1.351 K€ contre 1.098 K€). Cette progression s'explique par une augmentation des valeurs activées (valeur brute de 2.298 K€ au 30 juin 2020 contre 1.610 K€ au 30 juin 2019). Cette tendance devrait se confirmer au second semestre de l'exercice. Elle suit la logique de développements soutenus que le Groupe poursuit depuis plusieurs exercices, impliquant des frais de développement activés en hausse mais des durées d'amortissement stables depuis 2017.

Les règles linéaires appliquées et les principales "releases" positionnées régulièrement tout au long de l'année permettent cependant d'avoir une approche récurrente d'une période à l'autre. Enfin, la valeur nette globale des frais de développement activés au 30 juin 2020 est de 8.819 K€, contre 7.871 K€ au 31 décembre 2019 (confer note 8.1 – Immobilisations incorporelles), dont 7.227 K€ au titre des nouvelles solutions **team on mission** et **team on the run**. La valeur nette globale des frais de développement activés est inférieure à une seule année de revenus du Groupe, ce qui reste prudent et conservateur. Aucun risque de surévaluation des actifs de R&D n'est donc porté par le Groupe.

Les amortissements corporels sont directement impactés par l'application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 d'IFRS 16 "Contrats de location" et par les charges, stables, qui en découlent (249 K€ au 30 juin 2020 contre 283 K€ au 30 juin 2019).

Les dotations aux provisions comptabilisées au 30 juin 2020, tout comme au 30 juin 2019, ne sont pas significatives. Pour rappel, au 31 décembre 2019, une provision pour perte de valeur supplémentaire avait été constatée sur deux créances clients non recouvrées.

## 7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (402 K€ au 30 juin 2020) correspondent à la comptabilisation en résultat d'une partie des Crédits d'Impôt Recherche (401 K€). Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis.

Le montant des reprises correspond donc à la quote part des Crédits d'Impôt Recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements augmentant au premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019 (confer note 7.4 ci-dessus), les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche augmentent également légèrement (401 K€ contre 329 K€ au 30 juin 2019).

Aucun *autre produit opérationnel* n'a été comptabilisé au premier semestre 2020 (contre 10 K€ au 30 juin 2019 et 4 K€ au 31 décembre 2019).

## 7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	30-juin-20	30-juin-19	31-déc-19	Variation
Produits sur placements de trésorerie	1	-	76	1
Coût financier brut	-45	-35	-96	-10
<b>Coût financier net (charges nettes)</b>	<b>-44</b>	<b>-35</b>	<b>-80</b>	<b>-9</b>
Gains de change	21	40	110	-19
Pertes de change	-26	-15	-53	-11
Produits nets de cessions d'actifs	-	-	-	-
<b>Total Impact Financier</b>	<b>-49</b>	<b>-10</b>	<b>-23</b>	<b>-39</b>

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés par les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Leur faible niveau et leur variation s'expliquent par des taux de rémunération très faibles en 2020, comme en 2019.

Le coût financier brut correspond aux intérêts payés sur l'emprunt obligataire de 1.800 K€ émis auprès du GIAC en juillet 2013 (pour mémoire, remboursement différé de 90 K€ à compter du troisième trimestre 2017).

Par ailleurs, l'application de la norme IFRS 16 "Contrats de location" implique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 de constater des intérêts financiers d'actualisation sur la dette locative comptabilisée. Ces intérêts sont de 29 K€ au 30 juin 2020 (contre 14 K€ au 30 juin 2019 et 56 K€ au 31 décembre 2019).

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change USD/€ sur la période a généré un impact net négatif de (5) K€ contre un gain net de 25 K€ au 30 juin 2019 et 57 K€ fin 2019. Les variations de change ont donc été moins favorables en 2020 qu'en 2019, mais leur impact net reste cependant peu significatif.

### Risque de change

Le groupe STREAMWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères.

Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros (au niveau des coûts et des revenus), dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD américain, CNY chinois, RON roumain, TND tunisien et SGD singapourien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie exclusivement des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales restent peu significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont depuis plusieurs exercices plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine), ce qui génère une position nette dollars USD excédentaire au 30 juin 2020.

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendraient plus significatifs ou que l'impact de change pourrait être potentiellement négatif et important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe, pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change, ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

#### *Autres risques financiers*

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, placements, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie", 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

## **7.7 Charges d'impôts**

La charge d'impôts est de 14 K€ au 30 juin 2020 (contre une charge de 6 K€ au 30 juin 2019 et de 50 K€ au 31 décembre 2019) et se décompose comme suit :

<b>En K€</b>	<b>30-juin-20</b>	<b>30-juin-19</b>	<b>31-déc-19</b>	<b>Variation</b>
Impôts exigibles	19	13	71	6
Impôts différés	-5	-7	-21	2
<b>Total Produit (-) / Charge d'impôts (+)</b>	<b>14</b>	<b>6</b>	<b>50</b>	<b>8</b>

Les impôts exigibles correspondent aux impôts société de la filiale roumaine à hauteur de 17 K€.

Les variations et impacts liés aux impôts différés sont présentés dans la note 8.4 - Actifs et passifs d'impôts différés.

Leur faible variation provient essentiellement des positions retenues au 30 juin 2020, sans changement par rapport à celles de 2019 (non activation, au niveau de toutes les sociétés du Groupe, des déficits fiscaux constatés en clôture, au-delà des impôts différés passifs issus de l'activation des frais de développement).

Le taux d'imposition différée retenu est de 28% au 30 juin 2020, comme au 31 décembre 2019, pour tenir compte de la diminution programmée et progressive de l'impôt société d'ici 2022.

Pour rappel, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012. La société StreamWIDE est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit au 30 juin 2020 :

En K€	30-juin-20	30-juin-19	31-déc-19
Résultat opérationnel	1 809	985	1 214
Coût de l'endettement financier net	-44	-35	-80
Autres produits et charges financiers	-5	25	57
Taux d'impôt théorique	28,00%	31,00%	31,00%
<b>Impôt théorique</b>	<b>493</b>	<b>302</b>	<b>369</b>
Impôt courant	19	13	71
Impôt différé	-5	-7	-21
<b>Impôt réel</b>	<b>14</b>	<b>6</b>	<b>50</b>
Taux d'impôt réel	0,80%	0,62%	4,20%
Ecart sur taux	-27,20%	-30,38%	-26,80%
<b>Ecart sur impôt</b>	<b>-479</b>	<b>-296</b>	<b>-319</b>
<b>Détail</b>			
Déficits imputés dans l'exercice			
Déficits créés dans l'exercice			194
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	3	5	36
Différences permanentes et autres éléments	-482	-301	-549
	<b>-479</b>	<b>-296</b>	<b>-319</b>

Les principaux éléments à retraiter fiscalement sont les suivants :

- (i) Reprise du Crédit d'Impôt Recherche en résultat : cette reprise, qui impacte positivement le résultat comptable, n'est pas fiscalisée. De fait, elle crée une différence entre l'impôt théorique (déterminé sur les seuls résultats comptables) et l'impôt réel. Au 30 juin 2020, les reprises sont de 401 K€, générant ainsi un écart d'impôt de +112 K€, inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments".
- (ii) Le déficit fiscal généré au 30 juin 2020 par l'entité américaine (257 K€) n'a pas été activé au 30 juin 2020, ce qui implique un écart significatif entre l'impôt réel et l'impôt théorique (-72 K€).
- (iii) La limitation des Impôts Différés Actifs sur déficits fiscaux au niveau des Impôts Différés Passifs générés par l'activation des frais de développement implique un impact de +447 K€ au 30 juin 2020 (les déficits fiscaux disponibles diminuent suite aux résultats fiscaux positifs des entités françaises et les frais de développement augmentent).

Au 30 juin 2020, le report déficitaire propre à la société mère StreamWIDE SA (avant intégration fiscale) est de 827 K€, après imputation d'un bénéfice fiscal de 462 K€ au titre du premier semestre 2020.

Les reports déficitaires créés post intégration fiscale sont quant à eux de 9.749 K€ (après prise en compte du bénéfice fiscal de StreamWIDE France SAS de 131 K€ au titre du premier semestre 2020), ce qui porte l'ensemble des reports déficitaires sur les entités françaises à 10.576 K€. La filiale américaine, StreamWIDE Inc., dispose quant à elle d'un report déficitaire de 490 K€ au 30 juin 2020 (confer note 8.4 - Actifs et passifs d'impôts différés").

## 7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2019	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
<b>Nombre pondéré d'actions ordinaires</b>				<b>2 874 022</b>
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
<b>Nombre moyen dilué d'actions ordinaires</b>				<b>2 874 022</b>
Au 30 juin 2020	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2019	2 917 499	176 593	2 740 906	456 798
31.01.2020		119	2 740 787	456 766
28.02.2020		191	2 740 596	456 322
31.03.2020		2 663	2 737 933	456 513
30.04.2020		-1 143	2 739 076	456 485
31.05.2020		169	2 738 907	457 006
30.06.2020		-3 127	2 742 034	457 006
<b>Nombre pondéré d'actions ordinaires</b>				<b>2 740 097</b>
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
<b>Nombre moyen dilué d'actions ordinaires</b>				<b>2 740 097</b>

Au cours du premier semestre 2015, la Société a émis et attribué 3 tranches de BSA : (i) 3.016.391 BSA 1, (ii) 2.002.500 BSA 2 et (iii) 322.500 BSA 3, tous au prix d'exercice de 14 € et avec une parité de 15 BSA pour une action nouvelle.

Au cours du premier semestre 2018, les BSA 2 et BSA 3 ont été prorogés jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2021. Les BSA 1 sont, quant à eux, devenus caducs au 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Au cours du premier semestre 2020, aucun BSA 2 ni BSA 3 n'a été exercé. Au 30 juin 2020, le nombre de BSA restant à exercer est donc de 2.242.500 (BSA 2 et BSA 3) soit 149.500 actions nouvelles potentielles (5,12% du capital social actuel), si tous les BSA venaient à être exercés.

Le capital social de la Société n'a subi aucune évolution au cours du premier semestre 2020. Il est de 291.749,9 € et se compose de 2.917.499 actions de valeur nominale de 0,1 € chacune.

Les résultats de base et dilués par action sont les suivants aux 30 juin 2020, 30 juin 2019 et 31 décembre 2019 :

<b>En K€</b>	<b>30-juin-20</b>	<b>30-juin-19</b>	<b>31-déc-19</b>	<b>Variation</b>
Résultat Net Part du Groupe	1 746	969	1 141	777
Effet net d'impôt des actions dilutives				
<b>Résultat net Part du Groupe</b>	<b>1 746</b>	<b>969</b>	<b>1 141</b>	<b>777</b>
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	2 740 097	2 926 939	2 874 022	-186 842
Effet des actions ordinaires dilutives	-	-	-	
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	2 740 097	2 926 939	2 874 022	-186 842
<b>Résultat de base par action (en €)</b>	<b>0,64</b>	<b>0,33</b>	<b>0,40</b>	<b>0,31</b>
<b>Résultat dilué par action (en €)</b>	<b>0,64</b>	<b>0,33</b>	<b>0,40</b>	<b>0,31</b>

Au cours du premier semestre 2020, le prix d'exercice des BSA étant hors marché, les 149.500 actions nouvelles potentielles ne sont pas considérées comme dilutives. Le nombre moyen pondéré d'actions et le nombre moyen dilué d'actions sont donc identiques, sachant par ailleurs qu'il n'existe pas d'action ordinaire dilutive.

## 8. Notes sur l'état de la situation financière

### 8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-19	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	30-juin-20
Frais de développement	29 550	2 299		31 849
Concessions, brevets et licences	977	76		1 053
Autres immobilisations incorporelles	42	7		49
<b>Valeurs brutes</b>	<b>30 569</b>	<b>2 382</b>	<b>0</b>	<b>32 951</b>
Frais de développement	-21 679	-1 351		-23 030
Concessions, brevets et licences	-764	-51		-815
Autres immobilisations incorporelles	-36	-5		-41
<b>Amortissements</b>	<b>-22 479</b>	<b>-1 407</b>	<b>0</b>	<b>-23 886</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>8 090</b>	<b>975</b>	<b>0</b>	<b>9 065</b>

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable et constante ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38. Les montants activés au premier semestre 2020 sont de 2.299 K€ contre 1.610 K€ au premier semestre 2019 et 3.277 K€ en 2019. Cette augmentation s'explique essentiellement par un effet volume (embauche de plusieurs ingénieurs supplémentaires fin 2019 et au cours du premier semestre 2020, notamment en Roumanie et en Tunisie), avec un nombre d'heures consacrées au développement plus important en 2020 qu'en 2019. Le coût horaire moyen global de développement reste stable au sein du Groupe sur la période.

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	30-juin-20	30-juin-19	31-déc-19	Variation
Frais de développement activés	2 299	1 610	3 277	689
Amortissements de la période	-1 351	-1 098	-2 282	-253
Frais de développement cumulés	31 849	27 883	29 550	2 299
Amortissements cumulés	-23 030	-20 495	-21 679	-1 351
<b>Valeur nette</b>	<b>8 819</b>	<b>7 388</b>	<b>7 871</b>	<b>948</b>

Les frais de développement (valeur nette de 8.819 K€ au 30 juin 2020) se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires avec des durées allant de 3 à 5 ans, en fonction de la nature des logiciels développés et commercialisés. Ces amortissements augmentent au 30 juin 2020 par rapport au 30 juin 2019 (1.351 K€ contre 1.098 K€) suite à la seule évolution des valeurs brutes activées, car les durées d'amortissements n'ont pas été modifiées, la dernière modification étant intervenue en 2017 (confer note 7.4 –Dotations aux amortissements et provisions).

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis et restent peu significatives.

## 8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-19	Acquisitions	Cessions	30-juin-20
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	2 473	130	-37	2 566
Droits d'usage	2 052			2 052
<b>Valeurs brutes</b>	<b>4 571</b>	<b>130</b>	<b>-37</b>	<b>4 664</b>
Installations techniques	-43	-1		-44
Installations générales, matériel, bureau	-1 661	-154	37	-1 778
Droits d'usage	-428	-247		-675
<b>Amortissements</b>	<b>-2 132</b>	<b>-402</b>	<b>37</b>	<b>-2 497</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>2 439</b>	<b>-272</b>	<b>0</b>	<b>2 167</b>

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériels informatiques et de mobiliers de bureau. Aucune évolution significative au premier semestre 2020 n'est à noter, après les déménagements et aux agrandissements de bureaux qui ont eu lieu notamment en Roumanie et en Tunisie au cours de l'année 2019.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, le Groupe applique IFRS 16 "Contrats de location". Dans ce cadre, des droits d'usage liés aux différents contrats de location simples (essentiellement les baux locatifs au sein des différentes sociétés du Groupe) ont été comptabilisés à hauteur de 2.052 K€ en valeur brute. Au 30 juin 2020, un amortissement de 675 K€ est également constaté, soit une dotation complémentaire de 247 K€ au titre du premier semestre 2020, contre 283 K€ au titre du premier semestre 2019.

## 8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-19	Acquisitions	Cessions	30-juin-20
Dépôts de garantie	325	2	-6	321
Autres actifs financiers non courants	125	13		138
<b>Valeurs brutes</b>	<b>450</b>	<b>15</b>	<b>-6</b>	<b>459</b>
Amortissements / provisions	-			
<b>Valeurs nettes</b>	<b>450</b>	<b>15</b>	<b>-6</b>	<b>459</b>

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie et, d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ; les variations de période ne sont pas significatives ;
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (114 K€ au 30 juin 2020 contre 101 K€ au 30 juin 2019), suite aux mouvements nets de période.

#### 8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Frais de développement	Autres écritures de consolidation	Total
<b>Valeur nette au 31 décembre 2019</b>	<b>2 210</b>	<b>221</b>	<b>-2 203</b>	<b>-83</b>	<b>145</b>
<i>Impôts différés actifs</i>					<b>145</b>
<i>Impôts différés passifs</i>					-
Variations Actif	447	6			
Variations Passif	-182		-266		
Ecarts sur taux					
<b>Valeur nette au 30 juin 2020</b>	<b>2 475</b>	<b>227</b>	<b>-2 469</b>	<b>-83</b>	<b>150</b>
<i>Impôts différés actifs</i>					<b>150</b>
<i>Impôts différés passifs</i>					-

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (2.475 K€) se décompose comme suit au 30 juin 2020 :

- sur déficits fiscaux français : 2.397 K€ (2.132 K€ au 31 décembre 2019)
- sur déficits fiscaux américains : 78 K€ (78 K€ au 31 décembre 2019)

La filiale américaine génère des résultats opérationnels et fiscaux négatifs en 2020. Les impôts différés actifs n'ont pas été reconnus au 30 juin 2020 sur cette partie des déficits, dans l'attente de perspectives positives aux USA.

Les impôts différés reconnus sur les déficits antérieurs à 2018 (78 K€, incluant les écarts de taux) restent cependant inscrits en actifs non courants dans la situation financière annuelle, car leur imputation reste probable. Seule la décision de ne pas augmenter le solde disponible, et donc l'exposition globale, a été retenue depuis 2018 de façon conservatrice.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- avant intégration fiscale, la Société mère (StreamWIDE SA) dispose de 827 K€ de reports déficitaires propres au 30 juin 2020, représentant 232 K€ d'actifs d'impôts différés, calculé au taux de 28% ;
- dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 9.749 K€ de reports déficitaires au 30 juin 2020 (dont 528 K€ provenant de StreamWIDE France), représentant 2.730 K€ d'actifs d'impôts différés (dont 148 K€ provenant de StreamWIDE France).

Les impôts différés actifs sur déficits fiscaux ne sont reconnus qu'à hauteur des impôts différés passifs issus de l'activation des frais de développement. Un montant de 447 K€ est ainsi constaté au 30 juin 2020 pour limiter le montant global des impôts différés actifs. Ils ressortent ainsi à 2.397 K€ au 30 juin 2020.

- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation et comptabilisés en charges dans les comptes sociaux s'établit à 8.819 K€, générant un montant d'*impôts différés passifs* de 2.469 K€ ;
- les *impôts différés actifs* issus des décalages temporaires s'élèvent à 227 K€ à la clôture du semestre, dont 6 K€ au titre du premier semestre 2020. Les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 83 K€ d'*impôts différés passifs* au 30 juin 2020.

Au 31 décembre 2019, la position fiscale différée des sociétés françaises est donc un impôt différé actif net de 79 K€, car aucun actif d'impôts différés n'est reconnu au-delà des passifs d'impôts différés générés par l'activation des frais de développements. Seule la partie des déficits fiscaux provenant des frais de développement (conservés en charges dans les comptes statutaires) est ainsi reconnue et activée.

## 8.5 Actifs courants

En K€	30-juin-20	31-déc-19	Variation
Créances clients	4 501	3 279	1 222
Autres débiteurs	1 143	952	191
Autres actifs fiscaux	505	916	-411
<b>Total Net</b>	<b>6 149</b>	<b>5 147</b>	<b>1 002</b>

### Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant au 30 juin 2020 et 31 décembre 2019 :

En K€	31-déc-19	Augmentation	Diminution	30-juin-20
Créances clients brutes	3 711	1 223		4 934
<i>dont Factures A Etablir</i>	1 558	1 055		2 613
Pertes de valeur	-432	-1		-433
<b>Créances clients nettes</b>	<b>3 279</b>	<b>1 222</b>	<b>-</b>	<b>4 501</b>

L'évolution du poste clients reflète celle de l'activité et des revenus au premier semestre 2020. Par ailleurs, le niveau d'encaissement au cours du premier semestre 2020 est satisfaisant et permet d'absorber d'autant la hausse des créances clients, avec, en contrepartie, une augmentation de la trésorerie brute au 30 juin 2020 par rapport à la clôture annuelle 2019.

De par l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des actifs sur contrats de revenus significatifs (montant global de 2.613 K€ au 30 juin 2020) peuvent être comptabilisés en clôture. Ce montant est constitué de factures identifiées et relatives à quelques clients seulement (quatre principaux à fin juin 2020).

Le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 89 % des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Par ailleurs, les encaissements constatés au troisième trimestre 2020 (2.478 K€ sur la période juillet-septembre 2020) confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé au sein du Groupe.

#### Balance Agée au 30 juin 2020

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	4 490	3 876	154	460	
<i>dont FAE</i>	2 613	2 613			
Créances douteuses brutes	444				444
Pertes de valeur	-433				-433
<b>Créances clients nettes</b>	<b>4 501</b>	<b>3 876</b>	<b>154</b>	<b>460</b>	<b>11</b>
		86%	3%	10%	0%

#### Balance Agée au 31 décembre 2019

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	3 269	3 040	139	90	
<i>dont FAE</i>	1 558	1 558			
Créances douteuses brutes	442				442
Pertes de valeur	-432				-432
<b>Créances clients nettes</b>	<b>3 279</b>	<b>3 040</b>	<b>139</b>	<b>90</b>	<b>10</b>
		93%	4%	3%	0%

Au 30 juin 2020, les créances non échues correspondent à des actifs sur contrats de revenus pour un montant global de 2.613 K€ dont près de 60% sont représentés par 16 factures identifiées envers 4 clients seulement. Ces factures seront établies au second semestre 2020 conformément aux échelons de facturation convenus contractuellement.

Pour rappel, fin 2019, le solde des créances clients non échues comprenait un montant de 1.558 K€ d'actifs sur contrats de revenus, là encore composé à près de 67% par 15 factures significatives envers 3 clients, établies et réglées en 2020.

Au 30 juin 2020, les créances échues, dont l'échéance est supérieure à 12 mois (444 K€ HT), correspondent à des clients et des factures parfaitement identifiés. Ces créances sont toutes provisionnées à 100%.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouverts dans leur totalité à la date d'arrêté des comptes semestriels 2020.

#### Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 679 K€), des charges constatées d'avance pour 322 K€ et des avances faites à certains fournisseurs dans le cadre de projets futurs (81 K€).

## Actifs fiscaux

Les actifs fiscaux se composent essentiellement des Crédits d'Impôt Recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 30 juin 2020, cette créance CIR est uniquement composée de celle au titre du premier semestre 2020 pour un montant de 470 K€, car les crédits au titre de l'exercice 2019 ont été remboursés en mai 2020 (montant global de 884 K€).

## Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De par l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

### Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2020

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	4 501	4 501		4 501	
Autres débiteurs	1 143	1 143		1 143	
Autres actifs fiscaux	505	505		505	
Equivalent de trésorerie	156	156	156		
Trésorerie	4 845	4 845	4 845		
<b>Total créances nettes</b>	<b>11 150</b>	<b>11 150</b>	<b>5 001</b>	<b>6 149</b>	<b>-</b>

### Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2019

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	3 279	3 279		3 279	
Autres débiteurs	952	952		952	
Autres actifs fiscaux	916	916		916	
Equivalent de trésorerie	159	159	159		
Trésorerie	3 848	3 848	3 848		
<b>Total créances nettes</b>	<b>9 154</b>	<b>9 154</b>	<b>4 007</b>	<b>5 147</b>	<b>-</b>

Au cours du premier semestre 2020, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 3.560 K€, soit près de 54% du chiffre d'affaires semestriel du Groupe. Au 30 juin 2019, 48% du chiffre d'affaires semestriel avait été généré par les 3 clients les plus contributeurs (et 46% au titre de l'ensemble de l'année 2019).

## 8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30-juin-20	31-déc-19	30-juin-19	Variation
Placements à terme	156	159	253	-3
Comptes courants bancaires	4 845	3 848	3 982	997
<b>Total</b>	<b>5 001</b>	<b>4 007</b>	<b>4 235</b>	<b>994</b>

Les placements à terme sont composés de comptes à terme souscrits auprès de l'UIB tunisienne pour 156 K€ (500 KTND). Ce compte bénéficie d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Les comptes courants bancaires correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe, dont un compte de trésorerie courant rémunérée auprès de HSBC pour 1.650 K€ (2.530 K€ au 31 décembre 2019).

Le niveau de trésorerie brute du Groupe (avant prise en compte des dettes financières) atteint 5.001 K€ au 30 juin 2020, 4.007 K€ en augmentation de 994 K€ par rapport à la clôture annuelle 2019. Cette variation s'explique par :

- (i) *des flux nets opérationnels positifs* de 2.997 K€, suite notamment au résultat de période (1.746 K€), à une Capacité d'Auto Financement positive de 3.211 K€ et à la variation contenue du BFR (variation de +214 K€) ;
- (ii) *des flux nets d'investissements négatifs* à hauteur de -1.637 K€, suite notamment aux investissements effectués en recherche et développement (2.299 K€ au 30 juin 2020 contre 1.651 K€ au 30 juin 2019 et 3.277 K€ au 31 décembre 2019. Le remboursement des Crédits d'Impôt Recherche 2019 (884 K€), obtenu dès le premier semestre 2020, vient financer en partie ces investissements de période ;
- (iii) *des flux nets de financement négatifs* à hauteur de -366 K€, suite aux remboursements nets de l'emprunt obligataire envers le GIAC intervenus sur la période (315 K€) et au reclassement lié à IFRS 16 "Contrats de location" à hauteur de 316 K€ (diminution des dettes locatives et intérêts financiers d'actualisation) contre 292 K€ au 30 juin 2019 et 714 K€ au 31 décembre 2019.

Le Groupe a obtenu en Prêt Garanti par l'Etat (PGE) fin juin 2020 d'un montant de 2,5 M€ et a également réalisé des cessions d'actions d'autocontrôle pour un montant de 2,6 M€ en juillet 2020. Ces montants (5,1 M€) ne sont donc pas encore comptabilisés dans la trésorerie du Groupe au 30 juin 2020.

#### *Risque sur actions et autres placements*

La politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2020, des comptes à terme à rendement garanti sont investis à hauteur de 159 K€, ainsi qu'un compte courant rémunéré à hauteur de 1.650 K€. Ce dernier est, et sera, utilisé en cours de période pour rémunérer les excédents ponctuels de trésorerie courante.

## **8.7 Capitaux propres**

<b>En K€</b>	<b>30-juin-20</b>	<b>31-déc-19</b>	<b>Variation</b>
Capital social	292	292	0
Prime d'émission	7 931	7 931	0
Réserve légale	30	30	0
Résultats non distribués	4 942	3 168	1 774
Titres auto détenus	-1 596	-1 604	8
<b>Total</b>	<b>11 599</b>	<b>9 817</b>	<b>1 782</b>

*Le capital social* de la société mère StreamWIDE SA reste inchangé : il se compose de 2.917.499 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune.

La prime d'émission (7.931 K€) correspond principalement à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€) et lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (3.199 K€). La souscription de 2.325.000 BSA managers en juin 2015 a généré, quant à elle, une prime d'émission de 16 K€. Les augmentations de capital définitives ne sont constatées que lors de l'exercice de tout ou partie de ces BSA (aucun exercice enregistré au premier semestre 2020).

Les réserves consolidées correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement. En ajoutant la réserve légale (30 K€) aux résultats non distribués (4.942 K€), le montant obtenu (4.972 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (5.213 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (-295 K€) et "autres variations" (54 K€).

Le montant en "titres auto détenus" correspond à la valorisation au cours de transaction des actions de la Société détenues dans le cadre de son programme de rachat d'actions.

#### Titres autodétenus

	31-déc-19	Acquisitions	Cessions	30-juin-20
<b>En nombre d'actions</b>	176 593	13 854	-14 982	<b>175 465</b>
<b>En montants (€uro)</b>	1 604 299	148 892	-156 830	<b>1 596 361</b>

Au 30 juin 2020, le contrat de liquidité, opéré par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013, est investi à hauteur de 5.932 actions de la Société contre 7.060 actions au 31 décembre 2019, et présente un solde de liquidité de 114 K€ (confer note 8.3 - Autres actifs financiers) contre 101 K€ au 31 décembre 2019. A noter également que la Société dispose toujours, au 30 juin 2020 de 169.533 titres acquis dans le cadre de son programme de rachat d'actions au second semestre 2019, au cours moyen unitaire de 9,01 €.

Au cours du premier semestre 2020, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat de liquidité s'est élevé à 13.854 actions (au cours moyen de 10,75 €) et le nombre d'actions cédées à 14.982 (au cours moyen de 11,22 € pour un prix de revient moyen de 10,47 €). La plus-value ainsi réalisée (11 K€) est inscrite en réserves consolidées.

#### 8.8 Passifs financiers courants et non courants

Passifs financiers non courants (en K€)	30-juin-20	31-déc-19	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	574	642	-68
<b>Total</b>	<b>574</b>	<b>642</b>	<b>-68</b>
Passifs financiers courants (en K€)	30-juin-20	31-déc-19	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	365	366	-1
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>366</b>	<b>-1</b>

Le 31 juillet 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire entièrement souscrit par le GIAC d'un montant de 1.800 K€, sur une durée de 9 ans (avec différé de remboursement pendant 4 ans) au taux fixe annuel de Euribor 3 mois + 3,05%. Les frais d'émission ont été imputés sur la valeur initiale de l'emprunt.

Au 30 juin 2020, le solde de l'emprunt obligataire est de 789 K€ après imputation des frais d'émission. Son remboursement trimestriel de 90 K€ est effectif depuis octobre 2017.

La dette financière est assortie de ratios financiers, calculés en fonction des données consolidées annuelles du Groupe et qui se résument comme suit (confer note 9.2 - Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes non courantes (moyen – long terme) < 60% des fonds propres
- dettes non courantes (moyen – long terme) < 2 x la capacité d'autofinancement avant impôts société

Au 30 juin 2020, même s'il n'y a aucune obligation contractuelle, tous les ratios sont respectés.

#### Risque de taux

La dette financière du Groupe supporte un taux variable (taux annuel d'Euribor 3 mois + 3,05%).

Au premier semestre 2020, le taux Euribor 3 mois moyen ressort à -0,36% (moyenne des premiers taux Euribor 3 mois par mois). Les variations constatées ne sont pas importantes (plus bas -0,434% et plus haut -0,286%) et ne génèrent donc pas de risque de taux significatif pour le Groupe. Cependant, une variation de 1% du taux variable appliqué à l'emprunt obligataire générerait un impact de 7,9 K€ par an supplémentaire en charges financières.

## 8.9 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	30-juin-20	31-déc-19	Variations
Avantages du personnel	318	297	21
<b>Total Provisions</b>	<b>318</b>	<b>297</b>	<b>21</b>
Provisions Courantes (en K€)	30-juin-20	31-déc-19	Variations
Litiges	1	7	-6
<b>Total Provisions</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>-6</b>

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>297</b>	<b>7</b>
Dotations	21	
Utilisations		-6
Reprises sans objet		
<b>Au 30 juin 2020</b>	<b>318</b>	<b>1</b>

Les provisions pour litiges concernent uniquement une créance fiscale de 6 K€ relative aux crédits d'impôts mécénat non récupérables. Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés.

#### *Avantages du personnel*

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié.

Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

	<b>30-juin-20</b>	<b>31-déc-19</b>
Taux d'actualisation	0,80%	0,79%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 30 juin 2020, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2018).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante au premier semestre 2020 :

<b>En K€</b>	<b>PIDR</b>
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>297</b>
Coûts des services rendus	15
Coût de l'actualisation	1
Gains et pertes actuariels	5
<b>Au 30 juin 2020</b>	<b>318</b>

La variation de l'engagement au cours du premier semestre 2020 s'élève donc à 21 K€. Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif. Les gains et pertes actuariels sont également comptabilisés directement en résultat.

#### *Autres avantages du personnel*

Aucun autre avantage du personnel n'existe au sein du Groupe au 30 juin 2020.

## 8.10 Autres passifs courants et non courants

en K€	30-juin-20	31-déc-19	Variations
Passifs locatifs non courants	987	1 271	-284
Passifs locatifs courants	414	417	-3
Produits fiscaux différés non courants	1 391	1 345	46
Produits fiscaux différés courants	695	672	23
Passifs d'impôts différés	-	-	-
Fournisseurs et autres créditeurs	669	678	-9
Dettes sociales	767	513	254
Dettes fiscales	1 403	1 107	296
Produits constatés d'avance	3 809	3 149	660
<b>Total autres passifs</b>	<b>10 135</b>	<b>9 152</b>	<b>983</b>

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'application de IFRS 16 "Contrats de location" implique de reconnaître un passif locatif en contrepartie du droit d'usage activé. Au 30 juin 2020, ce passif locatif est classé en dette non courante (échéance supérieure à 12 mois) et courante (échéance inférieure à 12 mois). Les montants sont respectivement de 987 K€ et 414 K€, pour un passif locatif total de 1.401 K€.

Les produits fiscaux différés correspondent aux Crédits d'Impôt Recherche considérés par le Groupe comme des produits différés, repris en résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement activés.

La règle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2017 est un amortissement linéaire sur 3 ou 5 ans des différents logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des Crédits d'Impôt Recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 décembre 2019, le solde de 2.017 K€ se détaillait comme suit :

-	au titre de l'exercice 2017 :	394 K€
-	au titre de l'exercice 2018 :	739 K€
-	au titre de l'exercice 2019 :	884 K€

Suite aux amortissements constatés au premier semestre 2020, une reprise de CIR à hauteur de 401 K€ a été enregistrée (confer note 7.5 - Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles). Cette reprise vient donc solder le CIR au titre de 2017 et diminue le solde au titre de 2017 de 7 K€.

Le montant global et cumulé des Crédits d'Impôt Recherche différés au 30 juin 2020 est de 2.086 K€ et correspond donc aux Crédits d'Impôt Recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2018 :	732 K€
- au titre de l'exercice 2019 :	884 K€
- au titre du premier semestre 2020 :	470 K€

A noter que les crédits d'impôt au titre de 2017 ont été entièrement imputés ainsi qu'une partie de ceux de 2018, dans la mesure où les amortissements s'effectuent majoritairement sur des périodes de 3 à 5 ans.

*Les passifs d'impôts différés*, considérés comme non courants, sont nuls au 30 juin 2020 comme au 31 décembre 2019.

*Les fournisseurs et autres créditeurs* restent stables au 30 juin 2020 par rapport au 31 décembre 2019, suite au cours normale de l'activité, et sans appeler de commentaire particulier.

*Les dettes sociales* concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du second trimestre 2020, et ont été réglées en juillet 2020. Leur évolution est cohérente avec celle des effectifs du Groupe sur la période concernée.

*Les dettes fiscales* se composent essentiellement des comptes de TVA collectée. Par ailleurs, la composition, à la clôture semestriel 2020, des créances clients (notamment des actifs sur contrats de revenus), explique le solde important constaté au 30 juin 2020 et sa variation.

*Les produits constatés d'avance (passifs sur contrats de revenus)* proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes, ainsi qu'entre les commandes et les facturations de certaines maintenances annuelles impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. L'évolution constatée au 30 juin 2020 provient (i) de factures établies en fin de période envers un client significatif (client identique depuis fin 2018 mais avec des montants différents, ce qui explique la variation constatée au 30 juin 2020) et (ii) de maintenances 2020 significatives facturées fin 2019.

#### *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 30 juin 2020 et 31 décembre 2019 est la suivante :

#### **Décomposition du risque de liquidité au 30 juin 2020**

<b>En K€</b>	<b>Valeur nette</b>	<b>Juste Valeur</b>	<b>JV par résultat</b>	<b>Dettes au coût amorti</b>	<b>Dérivés</b>
Dettes financières CT/LT	939	939		939	
Dettes locatives	1 401	1 401		1 401	
Fournisseurs et autres créditeurs	669	669		669	
Dettes fiscales et sociales	2 170	2 170		2 170	
Produits différés CT/MT	5 895	5 895		5 895	
<b>Total</b>	<b>11 074</b>	<b>11 074</b>	<b>-</b>	<b>11 074</b>	<b>-</b>

### Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2019

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	1 008	1 008		1 008	
Dettes locatives	1 688	1 688		1 688	
Fournisseurs et autres créiteurs	678	678		678	
Dettes fiscales et sociales	1 620	1 620		1 620	
Produits différés CT/MT	5 166	5 166		5 166	
<b>Total</b>	<b>10 160</b>	<b>10 160</b>	<b>-</b>	<b>10 160</b>	<b>-</b>

A noter que seules les dettes d'exploitation (fournisseurs et autres créiteurs) et les dettes fiscales et sociales donnent lieu à des décaissements de trésorerie réels et certains. Les produits différés CT/MT (part du Crédit d'Impôt Recherche différée en résultat en parallèle de l'amortissement constaté sur les frais de développement et passifs sur contrats de revenus) ainsi que les dettes locatives ne peuvent raisonnablement donner lieu à de quelconques décaissements non appréhendés dans le temps.

Concernant les dettes financières (emprunt obligataire souscrit par le GIAC), le remboursement est de 90 K€ par trimestre à compter du quatrième trimestre 2017 et jusqu'au troisième trimestre 2022 inclus (confer note 8.8 – Passifs financiers courants et non courants).

Au 30 juin 2020, le Groupe dispose d'une situation de trésorerie lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité, et ce, sans même tenir compte de la trésorerie complémentaire générée en juillet 2020 (+5,1 M€).

## 9. Autres informations

### 9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutées (à destination des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier) et de logiciels de communications critiques à destination des administrations et entreprises (**team on mission** et **team on the run**). Les règles et la nature des revenus étant identiques, le Groupe continue donc à ne présenter qu'un seul secteur d'activité. Différentes solutions applicatives et différents modes de commercialisation (SaaS et "on premise") pourraient cependant coexister à terme, éléments qui justifieraient alors une présentation sectorielle détaillée s'il en était nécessaire.

En conséquence, en 2020, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux premiers semestres 2019 et 2020, ainsi qu'à l'exercice 2019, sont présentées ci-dessous.

(en K€)	30-juin-20	30-juin-19	31-déc-19	Variations
CA France	4 874	3 076	6 153	1 798
CA Export	1 686	2 060	4 055	-374
dont Europe	866	819	2 085	47
dont Amériques	606	818	1 267	-212
dont Afrique	38	57	87	-19
dont Moyen Orient	148	309	516	-161
dont Russie	-	-	-	-
dont Asie - Pacifique	28	57	100	-29
<b>TOTAL CA</b>	<b>6 560</b>	<b>5 136</b>	<b>10 208</b>	<b>1 424</b>

La répartition géographique des revenus est de 75/25 (France / Export) au titre du premier semestre 2020 contre 60/40 en 2019. Le poids relatif des revenus "France" progresse en 2020, suite notamment aux revenus générés par le projet PCSTORM, par le partenariat technologique avec Airbus SLC et par le marché interministériel MSI. Les succès commerciaux à venir devraient se concrétiser d'abord au niveau du marché national du Groupe.

Le chiffre d'affaires "France" progresse de 1.798 K€ suite aux revenus liés au déploiement du projet PCSTORM et au partenariat technologique signé fin 2018 avec Airbus SLC.

Le chiffre d'affaires "Export" diminue légèrement la période (-374 K€) :

- (i) Stabilité des revenus "Europe" (+47 K€) : l'évolution s'explique essentiellement par des flux de maintenance récurrents, issus des plateformes en production chez les clients européens du Groupe ;

- (ii) Diminution des revenus "Amériques" (-212 K€) : la diminution s'explique essentiellement par des prestations de services importantes en 2019 (et par nature non récurrentes en 2020) ;
- (iii) "Autres zones" (-209 K€) : des licences et prestations de services avaient été commandés en 2019 pour un nouveau client en EMEA. Par nature, ce projet n'étant pas récurrent, et les flux de maintenance pas encore constatés, les revenus de la zone diminuent au premier semestre 2020.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

## 9.2 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2020, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Au cours du second semestre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 1.800 K€, d'une durée de 9 ans au taux variable Euribor 3 mois + 3,05% (confer note 8.8 - Passifs financiers courants et non courants), entièrement souscrit par le GIAC au travers du FCT GIAC OLT.

Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit du GIAC en garantie de ces emprunts, jusqu'au 31 juillet 2022. L'emprunt est également assorti de clauses et ratios financiers à respecter (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 \* capacité d'autofinancement avant impôts société

Au 30 juin 2020, même s'il n'existe pas d'obligation contractuelle, ces ratios sont tous respectés.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Beglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 30 juin 2020 (détention cumulée de 65,9% du capital social et de 79,4% des droits de vote).

Enfin, une caution bancaire a été émise en faveur d'un client étranger du Groupe (zone Afrique), dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Cette garantie est limitée dans son montant et sa durée de validité. Au 30 juin 2020, le montant global d'engagement est de 21,8 K€ sans changement par rapport au 31 décembre 2019.

## 9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère, qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets.

En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, (management fees et sous locations immobilières à la société StreamWIDE France), et des royalties aux filiales à visée commerciale (StreamWIDE France et StreamWIDE Inc.). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants, uniquement mandataires sociaux, est indiquée dans la note ci-dessous.

#### **9.4 Rémunération des dirigeants**

La rémunération brute versée aux dirigeants mandataires sociaux, s'élève à 190.508 € bruts au titre du premier semestre 2020, contre 165.209 € au premier semestre 2019. Cette rémunération a été versée à hauteur de 119.712 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 70.797 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre de l'exercice 2019, la rémunération brute des dirigeants mandataires sociaux s'élevait à 333.575 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la société française pour 220.112 €, et de la société américaine pour 113.463 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

#### **9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture**

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2020.

La situation de crise sanitaire COVID-19 en France et dans le monde entier ouvre une période d'incertitudes importantes. Cependant, l'activité du Groupe ne devrait pas être impactée de façon significative à court terme.

Enfin, et pour information, il est à noter que le Groupe a obtenu un Prêt Garanti par l'Etat d'un montant de 2,5 M€ et que le versement n'est intervenu qu'en juillet 2020. Des cessions d'actions d'autocontrôle ont également été réalisées en juillet 2020 pour un montant de 2,6 M€. Cette trésorerie (5,1 M€) n'est donc pas comptabilisée au 30 juin 2020 et ne le sera qu'au second semestre de l'exercice.